correspondance de presse internationale

inprecor

Irak
Les raisons d'une escalade militaire

Allemagne
Nouveau mouvement social

Grande-Bretagne
Entretien avec Ken Coates

Marche mondiale
Contre le travail des enfants

Dossier
Nouveau regard sur le féminsime

Mars 1998 - n°422

Sommaire

Irak
Les raisons d'une escalade militaire — Entretien avec Fahmi Raid — **4**
Non à une nouvelle guerre contre l'Irak — Déclaration du CEI — **6**

Mexique
Une guerre non-conventionnelle — Fernando Matamoros — **7**

Grande-Bretagne
« Organisez-vous, luttez » ! — Entretien avec Ken Coates — **9**

Allemagne
Naissance d'un nouveau mouvement social — Manuel Kellner — **11**

France
Un mouvement porteur de choix de société — Dominique Mezzi — **14**

La marche mondiale contre le travail des enfants
« De l'exploitation à l'éducation » — Denis Horman — **15**

DOSSIER : Nouveau regard sur le féminisme
L'expérience de Luna Nueva — Estela Retamoso — **20**
Femmes et sexe : nouvelle orthodoxie — Nancy Herzig — **22**
Le féminisme en débat — Lidia Cirillo — **26**
Femmes, féminisme et islamisme — L. Toscane et N. Tlili — **29**

Pays Maohi
L'indépendance en débat — Entretien avec Vito et Bryant — **32**

Nouvelles du monde
Les nôtres, La LCR en congrès — **35**

Notes de lecture — **36**

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.
Rédaction et administration :
PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : (33-1) 43 79 29 60
Fax : (33-1) 43 79 29 61
e-mail : 100641.2324@compuserve.com
Gérant et directeur de publication : Jean Malewski
C.P. n° 59117.ISSN 1 0294-8516
Conception et maquette : Rotographie
Imprimé par Rotographie 2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex.
Diffusé dans les librairies par DIF' POP' SARL, 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS, France.

Les photos de ce numéro sont de Gérard Vidal (p. 19, p. 23, p. 25) et Joël F. Volson (p. 1, p. 24, p. 25)

Abonnement

(11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe	190 FF pour six mois.	360 FF pour un an.
Afrique du Nord - Moyen-Orient	200 FF pour six mois.	380 FF pour un an.
Afrique - Amériques - Asie	240 FF pour six mois.	460 FF pour un an.
Pli fermé France - Europe	250 FF pour six mois.	500 FF pour un an.

- Chèques banquaires et chèques postaux libéllés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Abonnement ❑
Réabonnement ❑

- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois) ❑
- **Institutions** (600 FF, 1 an) ❑
- **« Lecteurs solidaires »** (150 FF, 6 mois) ❑
- **« Découvrir INPRECOR »** * (75 FF, 3 mois) ❑

* Réservé aux nouveaux abonnés

Nom - Prénom : .....
Rue : .....
Commune / Code postal : .....
Ville : .....
Pays : .....

Les raisons d'une escalade militaire

Entretien avec Fahmi Raid

L'entretien que nous publions ci-contre avec Fahmi Raid, représentant du Parti communiste irakien en France, a été réalisé quelques jours avant la signature de l'accord entre Kofi Annan et l'Irak. La crise semble aujourd'hui désamorcée et la page momentanément tournée. Néanmoins, notre entretien demeure actuel. Il revient sur les enjeux de l'escalade militaire orchestrée par les Etats-Unis ainsi que sur la situation interne en Irak.

Inprecor : Pourquoi, selon toi, les États-Unis semblent déterminés à employer la force contre l'Irak ? L'ouverture des huit derniers sites présidentiels à la commission spéciale chargée de désarmer l'Irak (UNSCOM) n'est-elle pas un prétexte ?

Fahmi Raid : Je pense pour ma part que le refus de l'Irak d'accorder l'accès de l'UNSCOM aux sites « présidentiels » n'est pas la bonne raison. Le régime irakien a eu certes recours tout au long de ces dernières années au mensonge et au leurre d'une façon stupide et dangereuse. Ce qui est prétendu aujourd'hui sur l'arsenal chimique et bactériologique de l'Irak ne reflète pas la réalité engendrée par la première guerre du Golfe, celle de 1991. Seul le peuple irakien va payer le prix de cette escalade.

Nous pensons par ailleurs que les objectifs fixés par les États-Unis sont en contradiction avec les moyens employés : si la guerre se déclenche, toutes les relations entre les inspecteurs de l'UNSCOM et le régime irakien vont être interrompues. Par ailleurs, même leurs spécialistes reconnaissent qu'ils n'ont pas une idée précise des sites abritant les armes biologiques et chimiques.

En fait, les États-Unis se basent sur les informations délivrées par Hussein Kamel (gendre de Saddam, réfugié en Jordanie, puis revenu en Irak où il fut assassiné). Les dirigeants irakiens à l'époque ont reconnu la validité d'une partie de ses informations, en prétendant qu'ils n'étaient pas au courant, dans la mesure où c'est Hussein Kamel lui-même qui était responsable de ce programme.

Pour notre part, nous ne disposons pas d'informations précises sur l'arsenal chimique et biologique de l'Irak, bien que des camarades de l'intérieur affirment que des déplacements étranges dans certaines régions incitent à penser que quelque chose est caché. Compte tenu de la nature du régime, nous n'écartons pas cette éventualité. Néanmoins, la question des sites ne constitue pas la raison fondée. Saddam ne représente pas aujourd'hui une menace réelle pour la stabilité de la région et encore moins pour celle du monde. Les déclarations du gouvernement britannique ne visent qu'à préparer les conditions pour une frappe militaire.

Est-ce que les États-Unis cherchent le renversement du régime de Saddam ? Certes, il existe des franges au sein de l'administration américaine, du Parti républicain et du Congrès qui veulent se débarrasser de ce régime. Toutefois, compte tenu de la dernière expérience, nous pensons que ce projet est irréalisable Pour deux raisons essentielles, d'abord parce que le régime de Saddam a rendu et continue de rendre des services précieux aux États-Unis. C'est un régime faible qui a pratiquement entériné toutes les décisions de l'ONU qui assiègent et enchaînent l'Irak pour des décennies. Ce régime faible est disposé à céder à toute pression internationale pour préserver son pouvoir, car il ne dispose d'aucune légitimité populaire, à part la violence et le chantage. Enfin, les États-Unis n'ont pas d'alternative garantissant leurs intérêts économiques et politiques dans la région.

Cette alternative a failli exister, au lendemain de la première guerre du Golfe, à travers quelques figures politiques au sein de l'opposition.

Mais ces personnalités artificiellement mises en avant et sans relais avec l'intérieur ont échoué. Si la destitution de Saddam est à l'ordre du jour, de deux choses l'une : ou les États-Unis disposent d'une alternative secrète, auquel cas il s'agit d'une partie des forces armées, ce que nous n'écartons pas, — nous ne disposons pas d'informations qui confirment cette hypothèse — ou bien la frappe serait d'une telle ampleur qu'elle isolerait Bagdad de sa banlieue et toucherait les dispositifs militaires sur lesquels s'appuie le régime comme les gardes républicains ; les États-Unis voudraient créer une situation d'anarchie similaire à celle, engendrée par la première guerre : propice à une insurrection ou à un mouvement populaire ou militaire.

Néanmoins, une telle évolution n'est pas garantie d'avance et les Américains ne sont pas en mesure d'en contrôler les conséquences.

Les autres raisons de l'escalade militaire dépassent l'Irak, il s'agit de la dimension régionale et stratégique : le contrôle de la manne pétrolière et l'impasse dans laquelle sont aujourd'hui les accords de paix arabo-israéliens. De ce point de vue, la frappe militaire peut être utile face au mécontement populaire dans la région. S'agit-il d'une diversion pour faire oublier la débâcle des accords arabo-israéliens ? Ou s'agit-il d'une tentative d'offrir à Israël une nouvelle occasion pour manœuvrer et faire passer sa politique en brisant la volonté des Palestiniens et réaliser des avancées au détriment des accords ?

Il s'agit là également d'une hypothèse plausible, compatible avec les exigences intérieures américaines. Cette frappe consoliderait en effet le pouvoir de Clinton.

La frappe militaire est aussi un signal fort adressé aux pays riverains — surtout à l'Iran et, dans une certaine mesure, la Syrie afin de les dissuader de dresser des obstacles aux plans américains.

Ainsi, il y a une série d'objectifs à court, moyen et long terme. Nous savons que lors de rencontres récentes entre certains milieux de l'opposition irakienne et les États-Unis qui se sont déroulées en Grande-Bretagne, on a confirmé l'imminence du recours à la force en arguant que seul l'Irak en porterait la faute et la responsabilité. Ces propos doivent être maniés avec prudence car ils pourraient faire partie d'une entreprise de désinformation.

Nous sommes au PCI radicalement opposés à tout recours à la force et nous dénonçons les prétentions d'une frappe chirurgicale ou délimitée. Si les abris d'armes biologiques et chimiques sont visés, nous nous interrogeons sur le sort réservé aux personnes qui vivent à proximité en cas de fuite des gaz. Nous sommes surpris que les mouvements écologistes de par le monde ne s'insurgent pas contre une telle catastrophe. Par ailleurs, une frappe militaire ne peut qu'affaiblir davantage l'infrastructure du pays.

D'aucuns font également de la partition de l'Irak l'objectif de la frappe. Cette question mérite réflexion car elle devenue dernièrement le nouveau cheval de bataille de certains milieux. Quelles sont les données objectives ? La situation au Kurdistan ne ressemble plus à celle qui prévalait il y a 7 ou 8 ans. Aujourd'hui, les deux principales forces kurdes ont des relations avec le régime de Saddam. Barzani a même conclu un accord avec le régime irakien. De fait, le Kurdistan est isolé du reste de l'Irak et une frappe militaire n'y changera rien. La partition existe de fait : les routes sont coupées, les moyens de communications ne fonctionnent pas, l'armée irakienne n'a pas le droit de survoler certaines régions, etc. Le Kurdistan bénéficie aujourd'hui d'une indépendance effective, sans reconnaissance politique ou constitutionnelle. Le centre et le sud, eux, seraient concernés par la partition.

La position iranienne par rapport au centre et au sud de l'Irak et l'existence de forces chiites appartenant au Haut conseil islamique en Iran ne se posent plus dans les mêmes termes qu'auparavant. Le mécontentement dans le sud ne correspond pas à une opposition confessionnelle. Il existe une réelle opposition, au-delà de l'opposition organisée, qui concerne toutes les victimes de la guerre, de la mobilisation obligatoire et de la pauvreté. Le centre et le sud ne se sont toujours pas relevés de la répression consécutive à la révolte de 1991. Néanmoins, cette région est également quasi-indépendante dans la mesure où l'armée de Saddam n'a pas les moyens de la contrôler directement. Un bombardement de Bagdad ne ferait que consolider cette situation, même si on ne peut présager la forme politique d'une éventuelle indépendance de cette région. Sera-t-elle identique à celle du Kurdistan actuel ? Le Conseil de sécurité prendra-t-il des décisions entérinant l'existence de 3 zones indépendantes en Irak ?

Je pense que la question de la partition de l'Irak est un peu exagérée. Personnellement, je ne vois pas un plan préétabli de partition de l'Irak. Certes, la situation objective pourrait conduire à une partition non fédéraliste. Nous considérons le fédéralisme dans le cas du Kurdistan comme une formule renforçant l'unité de l'Irak. Notre parti ne propose pas de fédération en ce qui concerne le centre et le sud. Le Kurdistan revêt une spécificité nationale et géographique qui lui permet historiquement de revendiquer son indépendance. Je dirais qu'en aucun cas l'objectif de la frappe ne peut être la mise sur pied d'une nouvelle configuration de l'État irakien, car ce projet n'a pas été examiné ni propagé. La guerre ne peut pas créer du jour au lendemain une nouvelle situation politique sur le terrain.

Quel est l'intérêt de Saddam à chercher à se placer au bord du précipice ?

Il y a d'abord une dimension extérieure dans cette tactique. Saddam souhaite briser son isolement international et trouver un appui étranger. De 1991 jusqu'à aujourd'hui, Saddam est resté fidèle à la politique de la « double récupération ». L'Irak ne peut pas rester suspendu dans le temps et l'espace, sans relations extérieures. En Irak, il y a 20 millions d'habitants et des gens qui souffrent ; ce pays est le carrefour d'intérêts pour l'Europe, la Russie et plusieurs pays arabes. On ne peut pas laisser l'Irak indéfiniment dans cette situation afin de le marginaliser. Bien que la position américaine soit restée inchangée sur la question de l'embargo, il y a eu des fractures au niveau de l'alliance occidentale. et jusqu'à l'intérieur du camp américain, plusieurs voix se sont élevées pour protester contre l'embargo. Saddam a senti que la position américaine

s'est infléchie. Il essaie par le biais de ces crises d'élargir les brèches. Il espère y gagner une légitimité populaire arabe et capitaliser le sentiment de défaite et de désespoir qui y règne.

Sur le plan interne la situation est plus compliquée. Saddam a certainement compris qu'il ne peut pas faire confiance ni à une partie de l'armée ni au Parti *Baath*, qui est dans les faits gelé.

Durant les dernières années, il a créé des institutions armées parallèles (comme les Fedayin Saddam etc.) très entraînées et très féroces, composées de jeunes recrues.

L'opposition organisée s'est affaiblie, les assassinats se sont multipliés, l'autorité est en recul et son contrôle de la situation n'est plus comme avant. Les crises politiques et les situations de tensions lui permettent de décréter l'État d'urgence, de mobiliser certaines forces, y compris au sein des vieux baathistes et de s'assurer la neutralité de certaines franges de la société. Saddam propose aujourd'hui le rétablissement de l'armée populaire et distribue des fusils à la population ; cette manœuvre n'a pas de lien avec l'agression américaine mais sa fonction est interne. D'après les informations dont nous disposons, chaque foyer irakien est obligé d'envoyer un de ses enfants aux unités d'entraînement. Saddam sait que cela n'a aucune efficacité militaire mais il s'agit d'encadrer certains milieux.

Par ailleurs, dans le cadre de cette crise, Saddam continue sa politique répressive. En 1997, plus de 1 500 personnes ont été exécutées pour des raisons essentiellement politiques. Au cours des derniers mois, Saddam a renforcé la politique d'arabisation de Karkouk et de toutes les villes frontalières de la région kurde. Des milliers de familles ont préféré partir et s'installer en Kurdistan ou au sud. L'arabisation s'ajoute à la longue liste des atteintes aux droits et aux libertés en Irak aujourd'hui. Ce régime a du mal à vivre dans la paix. Saddam a pris le pouvoir en 1979, et depuis, il n'y a pas eu une année sans conflit. Ce régime repose sur une situation de tension permanente. Il se renouvelle et se consolide de la guerre. Quand le régime sent que la situation le met en danger, il fait machine arrière et accepte de faire des concessions. Lors de la guerre du Golfe, après avoir menacé d'avoir recours à l'arme chimique, il a refusé de l'employer parce qu'il savait que c'était dangereux.

Pourquoi les régimes arabes et le Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Oman, Qatar, Bahreïn) semblent-ils réticents à l'utilisation de la force ?

Pour des raisons multiples. Même l'Arabie saoudite est mal à l'aise. Il est de plus en plus difficile de légitimer le recours à la force contre l'Irak dans la région arabe aujourd'hui. Israël ne respecte ni ses engagements, ni les décisions de l'ONU. On ne peut pas aujourd'hui apporter son soutien à la frappe contre un peuple arabe sous prétexte d'appliquer une des décisions de l'ONU. Aujourd'hui et contrairement à 1990, il ne s'agit pas de l'invasion d'un autre pays : la frappe est donc très difficile à justifier. Par ailleurs, ces pays ont peur des réactions populaires. Ils demandent aux États-Unis-en cas de recours à une frappe-que cette dernière soit fatale et renverse définitivement le régime de Saddam.

Le Koweït est également sur cette ligne car si Saddam n'est pas renversé il réussira à capitaliser politiquement l'agression et à apparaître comme celui qui défie les Américains.

Ces régimes ont peur de la réaction populaire car le monde arabe vit aujourd'hui sur un volcan. La crise économique et sociale, l'absence de perspectives font que la moindre étincelle (et une frappe militaire sera un grand incendie) pourrait engendrer une situation imprévisible à l'instar de la guerre de 1967 qui a renversé plus d'un régime.

Dans la plupart des pays arabes aujourd'hui la situation fragile des régimes pourrait impliquer des bouleversements imprévisibles. La plupart d'entre eux ont une légitimité très limitée, une base sociale très réduite et un appui extérieur très important.

Saddam en dernière analyse n'a rien à perdre, il n'est pas le genre de chef d'État à accepter un arrangement à l'amiable, prendre l'avion et s'en aller. Il n'a pas de perspective et s'il est contraint d'aller jusqu'au bout il le fera.

Un pays comme le Koweït est aujourd'hui prisonnier. Sa sécurité et sa souveraineté dépendent de l'aide et de la protection américaine et britannique. D'après les dernières informations, le Koweït craint le pire. Le peuple koweïtien connaît une situation de frayeur généralisée. Il a peur des armes chimiques. Les gens commencent à s'approvisionner en produits alimentaires, plus que les Irakiens. Toutes ces raisons expliquent donc l'hésitation arabe et les désaccords qui ont surgi. Les régimes arabes sont incapables structurellement de prendre la moindre initiative commune pour proposer une issue à la crise.

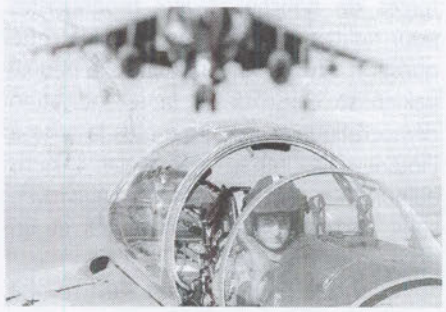
Telle que tu décris les conditions politiques et géostratégiques, le recours à la force ne semble pas être une bonne idée même du point de vue des intérêts impérialistes ...

Effectivement si on essaie de trouver une motivation rationnelle, cette opération ne semble pas être cohérente. Compte tenu des objectifs annoncés, des conséquences possibles, de la situation générale dans la région, le recours à la force ne peut constituer une solution.

Même du point de vue des États-Unis il exclurait toute possibilité de recours à la diplomatie. Leur acharnement les met aujourd'hui dans une impasse qui leur impose d'aller jusqu'au bout c'est-à-dire la capitulation totale de Saddam.

Toute autre issue ne pourrait être qu'une victoire pour lui. Aujourd'hui la dynamique interne de l'engrenage provoqué par les États-Unis alimente l'affrontement. De ce point de vue Saddam dispose d'une plus grande marge de manœuvre. En attendant il peut gagner un peu de temps, renforcer ses contacts pour éventuellement céder à la fin et apparaître comme quelqu'un qui a certes cédé mais sous la pression de la plus grande puissance mondiale. Saddam peut reculer tout en sauvant la face. Mais demeure la question : est-ce que ce qu'il cache aujourd'hui est si dangereux pour son pouvoir ? Et de quoi s'agit-il exactement ?

D'un point de vue politique la seule



motivation du recours à la force serait de renverser Saddam. De telle façon que les Américains soient en mesure de justifier a posteriori leur intervention.

Qu'est ce qu'il faut faire en attendant ?

Il faut tout faire avant le recours à la force. La solidarité et la mobilisation sont aujourd'hui vitales. Pour notre part nous sommes contre tout recours à la force, contre toute frappe. Mais nous affirmons que le mouvement de solidarité ne peut pas se contenter d'être contre l'agression. Il faut également dire que le changement devrait venir de l'intérieur. La solidarité doit aider le peuple à se dresser contre la dictature.

D'abord en ce qui concerne l'embargo qu'il faut lever ou affaiblir. Cette question humaine et politique par excellence doit être au centre de toute activité de solidarité. L'autre aspect est le soutien aux forces du changement qui existent déjà ou qui peuvent voir le jour. Souvent on nous demande mais où sont les forces de l'opposition ? Nous on sait que la majorité du peuple irakien est opposée au régime. Il faut imposer à ce pouvoir l'instauration de la démocratie non pas par des moyens militaires mais en exerçant une pression diplomatique. Pourquoi au lieu d'envoyer une armada militaire n'envoie-t-on pas une commission d'enquête pour visiter les prisons et demander l'application des décisions du Conseil de sécurité relatives aux droits de l'homme ?

Les Américains ne se sont jamais inquiétés réellement des droits de l'homme. En évoquant les droits de l'homme on s'adresse aux forces démocratiques, aux forces de gauche et aux progressistes pour qu'ils prennent conscience de cette question. Plus la solidarité avec le peuple irakien se consolide et la revendication démocratique se confirme plus la lutte à l'intérieur de l'Irak se renforce. Les Irakiens aujourd'hui sont désespérés. Le citoyen subit l'acharnement international et un pouvoir assassin.

Quand le peuple irakien s'est révolté en 1990, il a réussi à récupérer plus de 14 districts sur un total de18. Pourtant les Américains, les Britanniques et le reste de la coalition occidentale ne l'ont pas soutenu. Les Irakiens ne peuvent pas sans aide combattre et Saddam et les Américains.

La revendication démocratique est un élément important dans la solidarité et permet d'envoyer un signal politique fort à un peuple sans espoir.

Nous appelons à ce que la solidarité pour la levée de l'embargo s'accompagne — et non pas d'une façon conditionnelle — d'une mobilisation pour la démocratie en Irak. L'exigence de la démocratie n'est pas une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak. Nous sommes contre les deux poids deux mesures. Même si on arrive à résoudre la crise actuelle diplomatiquement il faut que la lutte pour la démocratie continue. Il est désolant de voir les masses arabes brandir les photos de Saddam, alors qu'elles veulent exprimer leur soutien au peuple irakien et non pas à Saddam. Il faut qu'on distingue le régime de son peuple. Il faut également qu'on exerce une pression sur Saddam pour qu'il se comporte différemment dans la conjoncture actuelle afin de ne pas offrir des prétextes à l'agression américaine. Bien évidemment ces prétextes ne sont pas une condition suffisante car il se peut que la décision de frapper soit déjà prise, même si Saddam adoptait une position plus raisonnable. ■

Paris, 12 février 1998
Propos recueillis par Sonia Leith

Déclaration adoptée par le Comité exécutif de la Quatrième Internationale

Non à une nouvelle guerre contre l'Irak

Il y a un pays dans le monde qui a produit plus que tout autre des armes de destruction massive. Ce pays est aussi le seul à les avoir déjà utilisés contre un autre peuple — à Hiroshima et Nagasaki. Il est donc de la plus totale hypocrisie que le gouvernement des États-Unis prétende que c'est au nom d'une obligation morale qu'il agit comme gendarme du monde, comme il le fit lors de la guerre du Golfe et comme il prétend le faire encore aujourd'hui — sous le prétexte d'empêcher Saddam Hussein de construire des armes de destruction massive.

Si le régime criminel irakien en possède — ou s'il a la capacité de s'en doter — ce n'est que le résultat de l'aide reçue par le régime de Bagdad provenant des États-Unis et des pouvoirs européens durant les années 70 et 80, quand Saddam était considéré par ceux-là même comme un allié dans la région dans la guerre contre l'Iran.

Aujourd'hui les États-Unis, soutenus par d'autres, menacent l'Irak de nouveaux raids militaires. Washington prétend agir à cause du refus de Saddam de se conformer aux résolutions de l'ONU. Mais l'administration Clinton sait très bien qu'elle ne pourra forcer une soumission par le biais de bombardements et de l'embargo.

Les travailleurs d'Irak et du monde entier n'ont aucun intérêt à défendre le régime de Saddam Hussein, qui a commis les pires massacres contre la population de son propre pays et dénie aux Kurdes le droit à l'autodétermination. Mais personne ne devrait avoir l'illusion que Washington pourrait être le libérateur de l'Irak — c'est d'ailleurs l'idée la plus éloignée de l'esprit de l'administration Clinton. De plus, tant que l'embargo et la menace d'intervention militaire restent présentes, il sera bien plus difficile que se développe une opposition interne significative en Irak.

La population civile irakienne est la principale victime de la guerre du Golfe et de la présente campagne impérialiste. Déjà un demi million d'enfants sont morts, victimes directes du blocus — par manque de médicaments et de nourriture. Combien faudra-t-il encore de victimes avant que le monde ne dise « assez » ?

Nous disons :

« Non à une nouvelle guerre contre le peuple irakien !

Arrêt immédiat de l'embargo !

18 février 1998

Une guerre non-conventionnelle

Par
Fernando Matamoros Ponce

L'expérience de la déroute au Vietnam et son coût en milliards de dollars ainsi qu'en vies humaines supporté par la « nation de la liberté », sont dans l'ère « moderne » un des principaux traumatismes de la société américaine. Mais également une « école laboratoire » de ces spécialistes de la guerre pour éviter des affrontements directs et réduire par là-même les coûts humains et économiques (1). La guerre de basse intensité (GBI) en tant qu'une des modalités non-conventionnelles de la guerre contre la subversion, est une stratégie du pouvoir pour anéantir les sympathies et l'appui social dont un groupe armé peut bénéficier. La guerre psychologique contre les forces de résistance a été une stratégie essentielle du gouvernement mexicain.

LA MISE en œuvre de la GBI au Mexique a été entamée en 1941. Des conflits comme celui au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala, à Grenade ou encore au Panama avec l'arrestation du général Noriega formé dans l'École des Amériques (2), sont quelques exemples de cette stratégie. Dans le cas du Chiapas le général Armando Soto Correa dirige cette guerre contre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). La majorité des généraux ou des chefs de l'armée qui agissent sous l'ordre de ce général ont été formés dans cette même école afin d'exterminer les mouvements de lutte armée en Amérique latine.

L'objectif majeur de cette guerre psychologique est la désinformation. L'utilisation du mensonge et du silence sont des champs à étudier et à observer pour comprendre ce type de guerre qui va au-delà des frontières du conflit. L'armée réalise des interventions rapides pour créer la terreur dans la région. Ainsi, par exemple le 3 janvier 1998, l'armée a organisé des mouvements de troupes dans les villages de la Realidad (centre de la direction zapatiste). La société civile s'est mobilisée à un niveau national et international pour dénoncer cette agression. Selon les observateurs l'armée est rentrée jusqu'au centre du village et elle a été arrêtée par des femmes et des enfants sans armes. Le lendemain, le gouvernement a accusé la diocèse de San Cristobal et Mgr Samuel Ruiz de mensonges en affirmant que l'armée n'avait jamais été envoyée. Le but de cette tactique est d'épuiser la société civile tout en évitant les affrontements directs. Dans le même temps le gouvernement accuse le mouvement de solidarité et l'EZLN de préparer la guerre et le terrorisme. Le système se présente comme œuvrant pour la paix et présente les révolutionnaires comme des terroristes menteurs. Il créé et maintient de cette façon la confusion. Ainsi, le ministre de l'intérieur a dit que « si les zapatistes veulent négocier une paix durable ils doivent retirer leurs masques ». Marcos et les zapatistes ne sont plus une réalité nationale mais des individus et le gouvernement une entité légitime. Leur objectif est de démystifier Marcos en lui retirant toute dimension sociale.

Au Mexique cette guerre d'épuisement rappelle aussi par certains aspects le schéma français contre-insurrectionnel. Elle vise à désactiver les conflits en démobilisant et en divisant les forces contestataires. Elle met en place des barrages militaires dans les zones de conflit mais pour gagner elle tente de récupérer les revendications qui les soutiennent. Ainsi elle met en œuvre des projets de solidarité se basant sur des analyses sociales et politiques des forces présentes (partis, paysans, ouvriers, Église, etc.) (3). C'est pourquoi l'armée se présente comme une grande ONG, en distribuant la nourriture et réussit de cette façon à diviser la communauté. Cependant, les communautés zapatistes exigent depuis le début du conflit que l'aide qui vient du gouvernement soit acheminée par la Croix rouge internationale ou les ONG indépendantes. Cette exigence est présentée par le gouvernement comme preuve de refus de l'aide aux communautés. Depuis 1994, le Chiapas a attiré 33 milliards de dollars d'investissement incluant l'aide américaine, dans l'objectif de développer des routes afin de faciliter l'intervention mili-

1) Voir Carlos Rodriguez Ajenjo. Guerra psicologica en Chiapas, Coyentura.

2) L'école des Amériques a formé dans la lutte contre insurrectionnelle plus de 60 000 militaires (mexicains inclus) en Amérique latine. Dans un document qui a circulé dans la presse on souligne les méthodes employées : y figurent la terreur, la récompense pour l'assassinat des opposants, la torture, le harcèlement, les exécutions et l'utilisation du sérum de vérité. Parmi les exélèves de cette école on relève les noms de Roberto D'Aubbuison, qui n'est autre que le responsable de la création des escadrons de la mort au Salvador, Noriega le narcotrafiquant arrêté par les États-Unis et le colonel Julio Roberto Alvarez accusé d'assassinat et d'enlèvement au Guatemala.

3) Ibid, Carlos Rodriguez Ajenjo, op.cit.

taire rapide. Ces investissements sont soi-disant présentés comme une aide sociale au développement de la région.

La GBI repose sur une autre théorie à savoir celle de « la mano en el agua » (la main dans l'eau). Selon cette théorie quand on plonge une main dans l'eau et qu'on la ferme, l'eau s'échappe entre les doigts même s'il en reste toujours un peu. L'encerclement militaire (la main fermé) laisse échapper l'eau (la base d'appui) et le peu d'eau qui reste (la direction politique) sera ainsi isolée. A titre indicatif, en février 1995 l'offensive du gouvernement a brisé les réseaux sociaux d'appui de l'EZLN en divisant des familles entières. Ces réseaux existent de nouveau mais cette fois-ci sous contrôle militaire et avec la pression des groupes paramilitaires liés au pouvoir qui vont empêcher toute intervention d'organisation humanitaire. En 1996, les agressions perpétrées par ces groupes ont été constantes. Ainsi, par exemple, le groupe paramilitaire Paix et justice a attaqué des membres de l'organisation « Pasteurs pour la paix » quand elle s'est adressée à la communauté de Tila.

Plus de 100 membres de Paix et justice ont attaqué le bus des pasteurs. Paix et justice réserve la mort à toute personne qui refuse de la rejoindre : « si tu ne fais pas partie de notre organisation, la mort de ta famille est assurée », ou encore « si tu ne nous soutiens pas financièrement tu sera de la chaire à canon. »

A l'heure actuelle il existe plus de 8 000 réfugiés qui fuient leur communauté. Pendant le mois de novembre 1997, plus de 10 communautés zapatistes ont abandonné leurs foyers laissant derrière elles désolation et mort. A titre d'exemple, dans la communauté de Tsajalhukum les maisons ont été incendiées par des paramilitaires tous membres du parti au pouvoir. Ce fut un des scénarios qui précéda la tragédie d'Acteal à Chenalho. Cette situation a été, à plusieurs reprises, dénoncée par les organisations des droits de l'homme. Samuel Ruiz lui-même a déclaré que « ce crime contre l'humanité » a pu être freiné par les autortiés qui connaissaient son « déplorable développement ». C'est un fait que l'agression d'Acteal fait partie de l'extermination des opposants politiques et confirme l'implication des autorités de l'État du Chiapas. On sait aujourd'hui que les paramilitaires ont été armés par l'argent des autorités fédérales via le ministère du développement social, on sait également que certains des véhicules utilisés lors de la tuerie appartenaient à la municipalité du PRI. Les milliers de réfugiés ne sont pas tous zapatistes. Néanmoins, ils sont tous membres d'une association indépendante, las Abejas, productrice de café et de miel, connue pour ses actions civiques pacifiques pour exiger la satisfaction de ses revendications. Cette association est née en 1992 avec des inspirations catholiques mais sa tradition de lutte pour la terre a coûté beaucoup de répression. Actuellement elle regroupe 5 000 personnes ce qui constitue un appui très fort à l'EZLN, même si certains d'entre eux ne partagent pas totalement les options de l'EZLN.

Dès lors, les spécialistes de la répression s'ingénient à réduire et affaiblir les militants sociaux en les soumettant à une pression psychologique constante. Les groupes paramilitaires bien entraînés font partie de cette stratégie contre-insurrectionelle (voir encadré). Ainsi comme l'affirme un militant zapatiste : « actuellement, le problème principal c'est que nous vivons sous la pression du groupe paramilitaire "Paix et justice" : nous sommes attaqués sur les routes et ils sont toujours accompagnés par la police ». L'évêque Samuel Ruiz principal médiateur entre le gouvernement et l'EZLN a été menacé à plusieurs reprises par des inscriptions sur les murs en plein jour sans que cela inquiète les 60 000 militaires qui campent sur place.

L'attentat contre Mgr Ruiz et son coadjuteur Raul Vera en novembre 1997 a été dirigé par le groupe Paix et justice. Et pourtant ce groupe n'a jamais été inquiété.

La désinformation, la détention arbitraire, les disparitions et les assassinats politiques ne font pas seulement partie de la réalité du Chiapas mais également du cauchemar de la société mexicaine. Seulement dans l'État voisin du Chiapas, Oaxaca, 111 indigènes ont été détenus et violentés selon une ONG nord-américaine. Le document signale que la police et l'armée sont les responsables des détentions, des exécutions extrajudiciaires, des tortures et autres atteintes aux droits de l'homme (4) Il existe d'autres cas dans le pays. Dans l'État de Guerrero un enfant de 13 ans a été criblé de balles par des militaires et a été laissé sans secours de 13 h jusqu'à 22h. Cardenas, dirigeant du Parti de la révolution démocratique (PRD) a affirmé que pendant la présidence d'Ernesto Zedillo il y a eu plus de 150 morts de son parti. La moyenne annuelle d'assassinats sous Zedillo est supérieure à celle sous Salinas : « ils nous ont tué 75 militants par an et ce chiffre a augmenté. Dans la période de Salinas ce chiffre était de 60 par an. » ■

4) Il s'agit de l'Association des avocats du Minnesota pour les droits humains et de l'Alliance Hearthland pour les besoins et les droits humains.

« Organisez-vous, luttez » !

Entretien avec Ken Coates

Ken Coates est un membre très connu de la gauche du Labour Party. Fondateur dans les années 50 de l'Institute for Workers'Control, figure de proue de la Bertrand Russel Foundation (à la base notamment de la campagne pour le désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne), Coates a déployé comme député européen une intense activité en faveur d'une Europe sociale. Des désaccords importants le séparent de notre courant quant à l'analyse de l'UE et d'une stratégie alternative. Néanmoins, son récent « Appel pour le plein emploi » qui avait reçu l'appui de toute la gauche européenne, avait permis un rapprochement sur le terrain, à l'occasion des Marches européennes. Coates gênait Blair, au moment où ce dernier avait décidé de faire une entrée tonitruante « en Europe ».
Nous publions ci-contre un entretien avec Ken Coates, repris de *Socialist Outlook*, le journal de nos camarades britanniques.

Socialist outlook : Il y a eu beaucoup de confusion à propos de tes actions dans les dernières semaines. Peux-tu nous expliquer ce qui s'est passé, et si tu as préféré anticiper les décisions de Millbank ?

Ken Coates : Eh bien c'est simple. J'ai été expulsé trois fois — du groupe parlementaire travailliste européen, du Groupe socialiste des parlementaires européens, et du Parti travailliste. Il n'y a pas eu d'audition, et on ne m'a pas posé une seule question. J'ai été informé après coup qu'il n'y avait pas de droit d'appel. Ce n'est qu'ensuite que j'ai décidé de siéger avec le groupe de la Gauche unie européenne (GUE, composée du PRC, PCF, IU, Parti de la gauche suédoise, etc.) en tant que député européen travailliste indépendant. J'ai une relation amicale avec le groupe socialiste, le GUE et les Verts — nous avons tous travaillé ensemble dans la Convention pour le plein emploi. Nous avons monté une structure inter-groupe sur l'emploi l'année dernière, pour préparer la Convention de mai dernier. Je n'ai de problème avec aucun groupe de la gauche européenne.

Que penses-tu qui se cache derrière la décision de Blair et de la bureaucratie travailliste de modifier le système d'élection des députés européens ? Leur seul souci était-il de se débarrasser de supposés « trublions », ou bien y a-t-il autre chose ?

Il y a clairement autre chose. Il serait présomptueux de croire qu'ils ont eu besoin de sortir un tel rouleau compresseur pour venir à bout de deux petites noix. En fait tout système proportionnel ferait l'effet d'une purge sur le Parti travailliste européen, — il diviserait par deux le nombre d'élus, en supposant que le nombre de voix obtenues demeure à peu près le même qu'à la dernière élection. Il ne resterait plus que 30 malheureux députés travaillistes, au lieu des actuels 62. Blair et la direction ne voulaient pas seulement se débarrasser des éléments critiques, mais également rendre le groupe parlementaire européen obéissant. Il y a des indications qui montrent qu'ils vont essayer de changer la provenance des députés travaillistes européens. Ils aimeraient une forte composante d'origine patronale, qui serait plus favorable aux vues restrictives de Blair sur la dimension sociale de l'Union Européenne. La tendance à la féminisation de la liste accompagne également le glissement droitier. Bien sûr, si nous avions un Parti travailliste différent, des femmes différentes pourraient s'affirmer.

En même temps aucune struture régionale du Parti ne correspond aux nouvelles régions électorales. Il y a quelques années j'avais proposé que le Parti travailliste établisse des partis régionaux, pour accompagner la mise en place d'exécutifs régionaux. Si l'on m'avait écouté nous aurions maintenant une structure partidaire correspondant aux régions électorales européennes. Les nouveaux parlementaires travaillistes européens représenteront des régions et seront nommés par le Parti ; ils n'auront de comptes à rendre à aucune structure de base. Ma région aura six députés pour trois millions d'électeurs, qu'ils votent travailliste, conservateur ou libéral.

Quelles ont été les réactions à ton exclusion ?

Elles ont été extraordinaires. J'ai eu un courrier de soutien enthousiaste, avec des centaines de lettres. Plus de 400 membres de ma section ont répondu au questionnaire que j'ai envoyé : 87 % sont opposés au changement de système électoral et 78 % sont contre toute restriction budgétaire de la protection sociale. Les autres sont favorables à des réformes de la protection sociale, dont certaines me conviendraient d'ailleurs tout à fait. Le mot réforme sonne comme un gros mot maintenant, car il est devenu synonyme de restrictions. Je soutiendrais des réformes des organismes de sécurité sociale si elles cherchaient à rapprocher la protection sociale des besoins de leurs usagers, et à mieux écouter la voix de leurs salariés.

Quel rôle as-tu réussi à jouer comme parlementaire européen ? Si tu étais réélu comme indépendant, comment cela affecterait-il ton travail ?

Le problème n'est pas ma réélection, mais de s'opposer aux ravages du New Labour. J'ai beaucoup travaillé comme parlementaire européen ; je représente une zone minière, qui a connu le chômage de masse, une grande pénurie d'emplois nouveaux et une grande dépendance du système de protection sociale. Mon livre « Community under attack » évoque ces problèmes qui m'ont beaucoup occupé.

Vas-tu former un nouveau parti, te lier avec des formations existantes, ou faire campagne pour être réintégré dans le Parti travailliste ?

Non, rien de tout cela. J'ai écrit à tous les membres de l'exécutif du Parti travailliste pour souligner qu'il est quelque peu vindicatif de m'exclure du Groupe socialiste européen, puis de me demander si je n'ai pas d'objection à continuer à siéger dans ce groupe comme membre travailliste indépendant. A un moment il y a eu trois partis socialistes italiens dans ce groupe. Mais mon maintien dans le Parti dépend de la décision de la direction. Je ne demande pas ma réintégration, puisque je n'ai pas de droit d'appel. J'espère que ce droit sera rétabli quand nous serons débarassés de M. Blair. Je ne veux pas non plus créer un nouveau parti. Je suis plutôt en faveur de la constitution d'un réseau qui rassemble des gens qui sont restés dans le Parti travailliste tout en étant hostiles aux attaques contre la protection sociale, et ceux qui en sont sortis.

Dans ma région j'ai échangé une correspondance avec des dizaines de militants, principalement travaillistes. Je voudrais les amener à travailler ensemble. Nous avons besoin d'un vaste réseau autour de quelques points clés : la défense de l'Etat social et la redistribution des richesses ; pour le plein-emploi et contre l'état actuel de chômage de masse permanent ; contre les réformes anti-démocratiques des lois électorales et l'abolition des structures de base. Les parlementaires doivent être élus par les électeurs, non pas désignés par les dirigeants du Parti.

Pour nous les attaques contre la protection sociale sont liées à la construction de la monnaie unique européenne et à la tentative de réduire les dépenses publiques dans toute l'Europe.

C'est en partie vrai, mais je pense que vous vous trompez si vous pensez que c'est la question centrale. La Grande-Bretagne satisfait en réalité à tous les critères de convergence, mais ne va pas rentrer dans l'euro pour d'autres raisons, principalement Rupert Murdoch. Maastricht n'est pas la bonne cible. La Belgique et l'Italie seront admises dans la monnaie unique, bien qu'elles soient loin de satisfaire tous les critères. Il est vrai que ce sont les banquiers qui mènent le jeu, mais ça ne signifie pas que les gouvernements font ce qu'ils veulent. Par exemple il y a de grandes batailles dans divers pays d'Europe à propos de la réduction du temps de travail. Cela ne veut pas dire que nous sommes en désaccord sur les effets de Maastricht ; beaucoup des débats sur cette question ont été alimentés par mon rapport au Parlement européen il y a quelques années sur ce sujet. Mais l'Agenda 2 000, qui va gouverner l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe de l'Est, va être cent fois pire que Maastricht. Le PIB par tête des pays d'Europe de l'Est est inférieur de moitié à celui des pays de l'Ouest, et pour certains vaut moins du tiers. Cela va impliquer une brutale exportation de chômage de l'Est vers l'Ouest, qui va déstabiliser toute la protection sociale. Je suis favorable à l'élargissement à l'Est, mais d'une manière raisonnable, qui protège les conquêtes sociales de l'après-guerre.

Que penses-tu du programme de Blair à la présidence de l'Union européenne, d'établir une législation instaurant la flexibilité de l'emploi — c'est-à-dire la réduction des garanties des travailleurs et l'abaissement des salaires ?

Ne pensons pas que la bataille est terminée juste parce que Blair l'a déclaré. Beaucoup de ministres européens n'étaient pas d'accord avec le programme tatchérien des conservateurs, et ne sont toujours pas d'accord maintenant que c'est Blair qui le défend. Il veut empêcher une « Europe sociale » et achever le démantèlement de la protection sociale, mais il va devoir se battre durement. Un des problèmes de la gauche britannique est de n'avoir jamais compris la Démocratie Chrétienne. Ces partis ne peuvent être identifiés avec nos conservateurs : ils sont sociologiquement différents. Ils ont participé à la résistance au nazisme, ce sont des partis populaires de masse, dont certains ont leurs syndicats et coopératives. Ils sont loin des conservateurs, et encore plus du tatchérisme. Si nous ne comprenons pas cela, nous sous-estimerons les difficultés que Blair va rencontrer.

Quels conseils donnerais-tu aux militants, en particulier du Parti travailliste ?

Organisez-vous. Luttez pour défendre la protection sociale. Nous devons gagner la bataille pour le rétablissement des allocations aux handicapés. Les réformes annoncées du système éducatif sont intolérables, nous devons faire campagne pour le rétablissement des subventions et la suppression des droits d'inscription. Il y doit y avoir un accroissement important des ressources du système de santé. La Grande-Bretagne y consacre une proportion de son budget plus faible que tous les pays européens, à l'exception de la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Les militants peuvent et doivent convaincre les députés de voter contre ces restrictions. Mais les députés ne feront pas de différence entre les militants du Parti travailliste et les autres. Ceux qui disent « restez et luttez » dans le Parti doivent aussi dire comment on peut y lutter. Autrement, les gens vont rester et cultiver leur jardin. En fait, on peut lutter de l'intérieur ou de l'extérieur, si on fait ce qu'il y a à faire. C'est vrai que les membres du Parti ont un rôle spécifique dans cette lutte, mais il est de plus en plus difficile à tenir. Les changements de structure du parti signifient qu'il ne suffira plus de faire valoir une position et de faire voter une motion par un congrès ; maintenant la motion sera envoyée à une commission en vue d'une éventuelle décision d'ici trois ans — et entre temps la protection sociale aura été liquidée. Il y a une désertion massive hors du Parti travailliste — 10 % des militants de mon comité local sont partis. Ce n'est pas la « génération Blair » qui s'en va, mais de vieux militants, des mères célibataires, des gens qui ont perdu le droit aux allocations. L'opposition interne, après de grands efforts, était fière d'avoir convaincu 47 députés travaillistes de voter contre les restrictions aux allocations pour parent isolé. Mais les mères célibataires de ma section m'ont dit : « *quoi ? seulement 47 ? A peine un sur dix ? Ce n'est pas pour ça que nous avions voté travailliste.* » Alors il faut monter des réseaux, nous unir à l'intérieur et à l'extérieur du Parti pour combattre cette politique. Les syndicats aussi doivent d'y opposer. Et personne ne devrait tirer un trait sur eux — quand ils bougent ils peuvent bouger étonnamment vite.

Nous avons travaillé dans un réseau de ce genre, avec des syndicats, des associations et d'autres militants, de toute l'Europe, pour bâtir l'euromarche au printemps dernier, et maintenant pour organiser une manifestation au sommet européen de Cardiff en juin prochain.

Oui, j'ai soutenu l'euromarche depuis le début. J'ai de bons rapports de travail avec Christophe Aguiton. Et bien sûr je soutiendrai la manifestation de Cardiff. ■

Naissance d'un nouveau mouvement social

Par
Manuel Kellner

La première journée d'action contre le chômage au niveau fédéral a eu lieu le 5 février 1997. Son écho dans les médias était déjà très important avant même son déroulement.

CETTE COUVERTURE donnait l'impression que les médias voulaient promouvoir une mobilisation qui leur semblait très légitime.

Il y a peu de temps, le chancelier Helmut Kohl avait renoncé publiquement à sa promesse de « réduire le chômage de moitié d'ici l'an 2000 ». « Il était le dernier à y croire », ironisait à juste titre le président de l'IG Metall, Klaus Zwickel. Les nouveaux chiffres officiels du chômage pour le mois de janvier 1998 le situaient à 4,8 millions de personnes soit 12 % pour l'ensemble du pays et 20 % à l'est. Ce dernier taux confirme la montée vertigineuse du chômage en ex-RDA. Bien évidemment, les chiffres donnés par les syndicats et les associations d'aide sociale sont encore plus alarmants et se situent entre 7 et 8 millions.

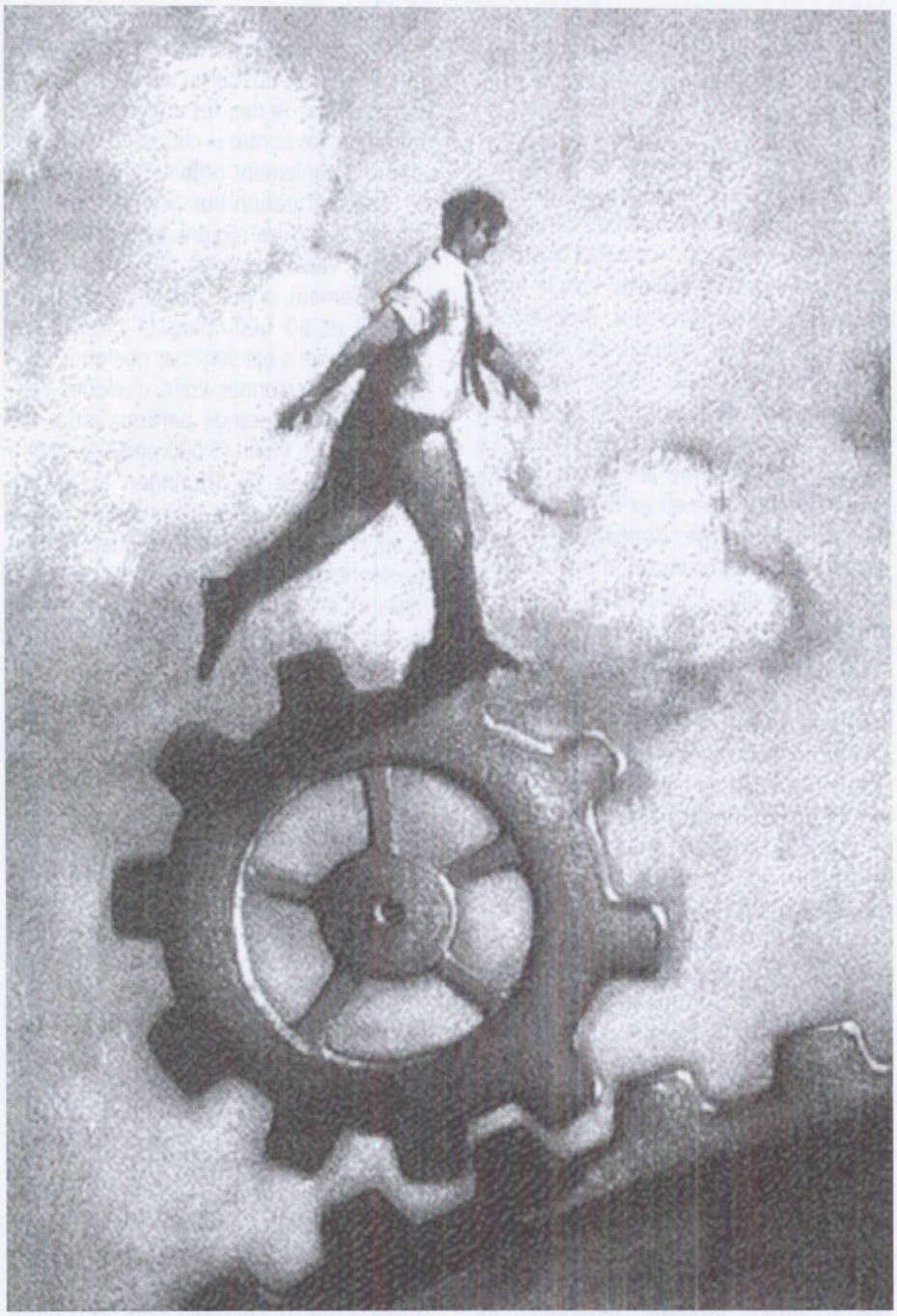
Assurément, derrière la journée du 5 février se profile le mouvement des chômeurs en France. L'exemple français a joué un rôle encourageant et décisif. Il a été largement cité dans la presse avant, pendant et après la journée d'action. Il a représenté une grille de lecture pour faire les bilans et établir les comparaisons entre les formes de lutte.

L'appel à l'action a été lancé initialement par la Coordination des initiatives syndicales des Chômeurs, un bureau animé par 4 personnes à Bielefeld. Financée principalement par l'IG Metall et l'IG Medien (syndicat des médias) et tolérée par le DGB, la confédération des syndicats, la coordination ne disposait que de très peu de moyens matériels. Néanmois, son appel a été d'abord soutenu par un certain nombre de syndicats du DGB, et puis finalement par la confédération dans son ensemble. Toutefois, ce soutien ne s'est pas traduit par une vraie mobilisation lors de la journée d'action. Ce sont surtout des faibles collectifs de chômeurs, des structures de lutte contre la dégradation des conditions sociales, quelques rares branches syndicales locales, quelques structures de syndicalistes chômeurs et des membres d'organisations politiques de gauche qui ont structuré la mobilisation. Dans certaines villes à l'ouest du pays et à Berlin, les collectifs pour les euromarches contre le chômage et l'exclusion ont également organisé l'initiative.

La participation aux actions a été très inégale selon les régions et les villes. Les chiffres variaient entre 30 000 (chiffre généralement donné par la presse bourgeoise) et 50 000. Dans la plupart des villes, l'appel a été suivi par quelques douzaines de personnes voire quelques centaines. La plus grande participation a été enregistrée à Berlin (5 000 personnes) et à Erfurt (capitale de Thüringen à l'est du pays). A l'ouest, c'est à Hambourg qu'il y a eu la plus grande participation (3 000 personnes). En revanche, seules quelques villes à l'est, donc en ex-RDA, ont atteint le chiffre des 1 000 participants.

Ainsi, la journée d'action a été un succès évident, compte tenu de la situation de départ, de la grande faiblesse et la fragmentation du mouvement des chômeurs qui remontent au début des années 80. Les syndicats ont mis longtemps avant d'accepter d'intégrer des structures de chômeurs en leur sein. Il fallait même, à un moment donné, mener des batailles dans certaines centrales syndicales pour imposer l'acceptation de l'adhésion des chômeurs.

D'un autre côté la lutte de l'IG Metall et du syndicat des imprimeurs (aujourd'hui intégré dans le IG Medien) pour la réduction du temps de travail (RTT) en 1983-1985 était, entre autres, conçue comme une lutte contre le chômage et pour la création d'emplois. Toutefois, la victoire partielle qui en a découlé a ouvert la porte à l'acceptation de la flexibilité par le syndicat, et à l'abandon ultérieur de la bataille de la RTT sans réduction de salaire ; le conservatisme des appareils a rendu les syndicats incapables d'offrir un cadre d'accueil aux chômeurs et de leur proposer des initiatives. Ainsi, un espace existait en



dehors des syndicats pour la prise en charge de la question de l'exclusion.

A gauche, les Verts ont joué un rôle important dans la mise en place de structures autonomes extérieures aux syndicats. Loin d'être tournée vers la mobilisation et la participation au débat politique, l'activité de ces structures était surtout centrée sur l'assistance individuelle, l'information des chômeurs et parfois la sensibilisation de l'opinion publique. De son côté l'investissement de la gauche radicale dans la question du chômage est récent. Son action a consisté à construire des initiatives de chômeurs de base, autonomes politiquement et à vocation mobilisatrice.

Le gouvernement Kohl a réagi à la journée d'action avant même qu'elle ait eu lieu. Il déclara en effet la veille que son gouvernement comptait intensifier sa lutte contre le chômage de masse en se basant sur un nouveau programme au nom prometteur, « du travail pour tous ». Ce programme en réalité n'implique nullement la création d'emplois par des investissements publics, ni même le financement de la création d'emplois dans le secteur privé par subventions ou primes. En revanche, il accentue la politique gouvernementale des dernières années : une politique dirigée non pas contre le chômage, mais contre les chômeurs et les exclus.

Ce programme cherche à « inciter » les entrepreneurs à l'embauche, en accroissant le nombre de contrats de travail à bas salaire, dérogeant aux conventions collectives ; pour favoriser l'embauche au niveau des communes, ces dernières sont appelées à mobiliser des sans-emplois pour des travaux communaux auxiliaires rémunérés sous forme d'un faible supplément à l'aide sociale (Sozialhilfe). Ces derniers perdront l'aide sociale s'ils n'acceptent pas de se soumettre à cette forme de servage moderne. Les représentants des communes ont tout de suite répondu qu'ils n'ont absolument plus les moyens financiers pour des dépenses supplémentaires, puisque la majorité d'entre elles est au bord de la faillite.

Ainsi, il n'est pas surprenant qu'une telle réaction ait eu un effet plutôt positif et donc moblisateur sur l'action annoncée. Car premièrement, elle a montré que même Helmut Kohl — connu pourtant pour sa fierté et son insensibilité à « la pression de la rue » — se sent forcé de répondre au mécontentement qui commence à voir le jour et à s'organiser. Deuxièmement, le contenu de sa réponse improvisée n'a pu être perçu que comme une provocation : aggraver la situation des victimes du chômage en usant du prétexte de la lutter contre ce fléau, c'est bien entendu cracher à la figure des chômeurs et des exclus.

Parmi les raisons qui ont favorisé au dernier moment la mobilisation de rue, il y a des mesures récentes contre les chômeurs qui sont entrées en vigueur en début d'année. Depuis cette date, les allocations pour les chômeurs ne sont plus versées qu'une fois par mois (au lieu d'une fois tous les 15 jours comme jusqu'ici). La transition a été réalisée de façon désastreuse, créant des difficultés de trésorerie pour un grand nombre d'allocataires, qui ont dû attendre deux semaines supplémentaires avant de recevoir leur argent. Nombre d'entre eux ne savaient pas comment payer leur loyer ou comment se nourrir, et ont dû faire des démarches vers

les bureaux d'embauche (Arbeitsämter, ASSEDIC) pour réclamer d'urgence le versement de sommes forfaitaires. Même un porte-parole officiel de l'association de droit public regroupant les Arbeitsämter (gérée de façon paritaire par des instances étatiques, les organisations patronales et les syndicats) a dit publiquement en annonçant la mesure, que nombre d'allocataires auront des problèmes, parce qu'une fraction croissante des chômeurs de longue durée ne dispose plus d'aucune réserve financière, ayant épuisé tout ce qu'il y avait pu avoir sur les livrets d'épargne. Plus grave encore, à la même date du 1er janvier 1998, est entrée en vigueur une nouvelle dégradation de la situation des chômeurs. Ils sont désormais forcés de prouver en permanence qu'ils cherchent activement un emploi, alors même qu'en principe, c'est la tâche des bureaux d'embauche de jouer le médiateur entre les chercheurs d'emplois et les employeurs potentiels. Sinon, ils ne sont plus considérés comme « à la recherche d'emploi » et ne reçoivent plus leur rémunération (allocation de chômage ordinaire (Arbeitslosengeld), ou réduite et sous condition de ressources (Arbeitslosenhilfe)).

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit là des derniers maillons d'une chaîne ininterrompue de mesures chicanières contre les victimes du chômage et contre les exclus. Les allocations avaient été réduites à plusieurs reprises, tant pour leur montant que pour leur durée de versement, avant que les gens ne tombent dans le « dernier filet » de la sécurité sociale, la Sozialhilfe (aide sociale). L'an dernier le gouvernement avait une fois de plus dégradé les règles dites de « supportabilité », en décrétant que tous ceux qui sont au chômage ont à accepter n'importe quel emploi offert à n'importe quelle rémunération, indépendamment de ce qu'ils ont gagné avant de se retrouver au chômage et de la profession qu'ils exerçaient.

En même temps, au niveau du débat politique public, les chômeurs, les exclus, les victimes de contrats de travail précaire à bas revenu et sans protection sociale — dans la grande majorité des femmes, dont le nombre s'accroît très vite — entendent chaque jour à la télévision ou lisent dans les journaux que le patronat n'est absolument pas satisfait. Au contraire, depuis quelques mois, le chef d'une des deux principales fédérations patronales, Hans-Olaf Henkel, critique ouvertement la politique du gouvernement Kohl en soulignant qu'il ne serait pas allé assez loin en matière de (contre-)réforme, de dérégulation et de flexibilisation, et que la situation concurrentielle de « l'Allemagne » (c'est-à-dire des grands trusts allemands) dans le cadre de la « mondialisation » ne serait pas aussi bonne que nécessaire. En même temps, ce patron des patrons appelle ses collègues à l'ouest à suivre le « bon exemple » d'un grand nombre de patrons à l'est qui dénoncent tout simplement les contrats et sortent du système des conventions collectives. On comprend donc qu'une partie importante du patronat veut une radicalisation sans merci de l'offensive patronale. Ils cherchent la confrontation avec un salariat jugé docile, car les directions syndicales sont expertes dans l'art d'aboyer très fort à chaque fois qu'elles prennent un coup tout en oubliant chaque fois de mordre. On sent qu'une partie importante du patronat veut en finir avec le « consensus social » qui est pourtant une des caractéristiques-clés du fameux « modèle allemand ». Il est instructif d'observer comment le gouvernement répond à des défis comme celui lancé par Henkel: Norbert Blüm, ministre du travail dans le cabinet Kohl, remplit toute une page dans le quotidien « Frankfurter Rundschau » où il énumère de façon arrogante la liste impressionnante des mesures anti-sociales prises depuis que la coalition conservatrice-libérale est arrivée au pouvoir en 1982, ainsi tous les cadeaux fiscaux aux patrons et aux riches, et toutes les mesures de dérégulation. Il lance aux patrons : « Eh bien, messieurs, à vous maintenant d'investir et de créer enfin des emplois ! » Mais le représentant du patronat ricane et répond : « Mais non, il faut en rajouter, mon petit ministre ! » On peut comprendre que ce genre de dialogue finisse par désespérer les gens qui payent la note.

Le chômage de masse monte constamment. Pourtant il semble que nous soyons encore en période de croissance économique. Qu'est-ce qui va se passer lors de la prochaine phase récessive ? Très probablement elle coûtera un million d'emplois supplémentaires, et on arrivera à six millions de chômeurs — dans la république de Weimar, juste avant la prise de pouvoir par Hitler, il y en avait autant. En 1970, 8 sur 100 emplois étaient des emplois à temps partiel ; en 1997 17 sur 100. En grande majorité des emplois de femmes : ainsi en 1995 1,8 million de femmes avaient des emplois précaires, contre 774 000 collègues mâles. La croissance de la précarité et la montée du chômage sont l'effet combiné de la crise de structure du capitalisme, de l'offensive patronale et d'une politique consciente du gouvernement. En effet, le gouvernement Kohl a, sous prétexte de combattre le chômage, multiplié les incitations pour les embauches dites « de 620 Marks (de 520 à l'est) », limite jusqu'à laquelle les contrats de travail ne bénéficient d'aucune protection sociale. Et ce même gouvernement s'acharne même — sous prétexte d'économies budgétaires — à liquider des catégories entières d'emplois dits « ABM » créés par lui-même spécialement pour cacher le niveau réel du chômage, surtout dans les régions de l'ex-RDA.

Les revendications et slogans des manifestants du 5 février étaient en grande partie dirigés contre les dernières mesures mesquines du gouvernement. Mais il y avait aussi des slogans pour un revenu minimum de 1 500 Marks, pour une réduction radicale du temps de travail, contre le gouvernement Kohl en général, et des slogans amèrement ironiques de chômeurs réclamant le statut de déchets. Particulièrement importante est la décision de répéter l'action chaque début du mois, quand les chiffres officiels du chômage sont annoncés. Et ceci au moins jusqu'aux élections de septembre. Puisque la première action a fait connaître la mobilisation bien plus largement que tout appel, et que la décision de répéter les manifestations a été largement médiatisée, il est très probable qu'aux prochaines dates il y aura bien plus de gens qui se mobiliseront. ■

Un mouvement porteur de choix de société

par Dominique Mezzi

Après l'annonce par le Premier ministre Jospin du déblocage d'un milliard de francs de crédits d'urgence pour les chômeurs, avec des cellules d'accueil mises en place rapidement dans toutes les villes, le mouvement d'auto-organisation des chômeurs a connu une phase d'enregistrement de ses premiers succès revendicatifs (même s'ils sont dérisoires en face des besoins réels) et de consolidation.

Dans plusieurs villes, des occupations de bâtiments publics ont continué. C'est notamment le cas d'un grand nombre d'actions visant les centres EDF (Electricité de France), en vue d'obtenir des garanties de non-coupure de courant aux usagers sans ressources. Ces actions sont très positives parce qu'elles permettent l'unité concrète, jusqu'ici pas très massive dans les diverses manifestations de janvier 1998, entre les chômeurs et les salariés solidaires. Ici ceux d'EDF avec leurs syndicats. Des avancées revendicatives ont parfois été obtenues, allant dans le sens d'un droit à l'énergie. D'autres mouvements de même type posent la question du droit aux soins dans les hôpitaux. Mais un peu partout, les quatre associations qui structurent le mouvement nationalement : Agir ensemble contre le chômage (AC !), comités de chômeurs CGT, Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS), ressentent la nécessité de s'ancrer en profondeur dans le tissu local, de suivre les chômeurs qui s'inscrivent dans les cellules d'urgence, de les organiser.

L'actualité médiatique s'est donc modifiée. Le Premier ministre Jospin est parvenu à éviter une très grave crise de sa majorité parlementaire grâce à la conjonction de deux éléments :

- le premier est l'entrée en phase active de la campagne électorale pour les élections régionales (et cantonales) du 15 mars 1998. Jospin et la direction du PS ont clairement fait comprendre à leurs alliés turbulents (notamment le PCF et les Verts) qu'il convenait maintenant d'arrêter de s'« égayer » (selon l'expression utilisée) dans les manifestations de rue et de présenter un visage uni aux électeurs ;
- le deuxième est le vote début février 1998 à l'Assemblée nationale de la loi de réduction du temps de travail, qui prévoit le passage de la durée légale du travail à 35h hebdomadaires au 1er janvier 2000 pour les entreprises du secteur privé de plus de 20 salariés (en 2002 pour celles de moins de 20).

La phase la plus aiguë de la crise sociale et politique posée en France par l'irruption des chômeurs est provisoirement contournée par le gouvernement de gauche. Mais le mouvement prépare une nouvelle journée de manifestation nationale le 7 mars.

Jospin est donc parvenu à reprendre pour le moment l'initiative politique sur la ligne qu'il s'était fixée : accompagner « socialement » la crise (loi des 35h) par des mesures « d'équilibre », apparemment à mi-chemin entre le libéralisme débridé sévissant dans le monde, et une alternative de rupture à gauche posée par la radicalité des mouvements sociaux, mais qui n'a pas encore pu trouver de canal d'expression politique cohérente, ni d'extension massive et unitaire des revendications à tout le salariat, notamment celui du secteur privé. Ces limites de la combativité d'ensemble et du niveau de conscience politique ont permis au PCF de s'aligner sans trop de crise interne sur le PS dans la mise en place de listes communes dans la plupart des régions, pour les premières élections-test après le changement de majorité, listes communes qui impliquent évidemment un devoir de solidarité avec le gouvernement et sa politique. Elles ont également débouché sur un vote à l'unanimité des députés de gauche de la loi des 35h, alors que celle-ci contient de très graves compromis avec les exigences du patronat (sur l'annualisation, la flexibilité), un patronat qui continue néanmoins à dénoncer violemment cette loi « autoritaire » et menace en représailles de rompre unilatéralement toutes les conventions collectives de branches professionnelles. Une grève a lieu sur ce point le 27 février dans le secteur bancaire.

Unifier la classe ouvrière

Les quatre associations (AC !, comités CGT, MNCP, APEIS) proposent cependant de ne pas lâcher prise et de prendre une nouvelle initiative nationale le samedi 7 mars, à une semaine du scrutin régional, par des manifestations dans cinq villes : Marseille, Toulouse, Rennes, Nancy et Paris.

AC ! aurait souhaité une seule manifestation à Paris, mais la CGT a insisté pour la décentralisation, tout en ne signant pas par ailleurs, en tant que confédération, l'appel à manifester. Cette attitude de la CGT est le reflet des limites de la situation politique décrites ci-dessus (et des liens distendus mais maintenus avec le PCF), auxquelles s'ajoutent la volonté de la CGT de ne pas officialiser politiquement un cartel d'action (associations de chômeurs, associations pour les droits des femmes, pour le droit au logement, syndicats oppositionnels CFDT, FSU, SUD) dont elle serait la seule confédération syndicale, et qui de ce fait, serait porteur d'une dynamique de recomposition pour laquelle elle n'est pas prête. Ces manifestations du 7 mars sont dans leur préparation l'occasion :

- de débattre en profondeur et de formaliser les plates-formes revendicatives des chômeurs, sur l'indemnisation, les minimas sociaux : ressources pour les allocations, cotisations ou impôts, salaires minima et/ou assistance, incitation à l'emploi, concept « d'employabilité », etc.
- de faire le lien entre ces revendications et le projet de loi de « lutte contre l'exclusion sociale », qui est en cours d'élaboration accélérée au gouvernement, et qui devrait articuler des mesures sur le logement, la santé, l'emploi, l'éducation, l'accès aux services publics, etc., afin de lutter contre la grande pauvreté (ce projet était déjà dans les plans du précédent gouvernement, mais n'avait pu aboutir pour cause de dissolution) ;
- et enfin de lier de manière plus solide chômeurs, précaires, et salariés « actifs », notamment par des assemblées générales communes, des démonstrations symboliques (appelées « réquisitions d'emplois ») dans les services et l'industrie. De telles actions communes permettraient de rendre plus subversives les négociations très tendues qui commencent dans les branches ou les entreprises sur l'application de la loi des 35h, en indiquant les possibilités concrètes de créations d'emplois.

Le mouvement des chômeurs et précaires représente donc une chance de commencer à (ré)unifier la classe ouvrière, dans ses multiples dimensions.■

« De l'exploitation à l'éducation »

Par
Denis Horman

Cette marche s'annonce comme un événement marquant dans la lutte contre l'exploitation économique des enfants. Il s'agit de la plus importante manifestation sociale internationale jamais organisée pour en finir avec les formes les plus intolérables du travail des enfants dans le monde.

PARTIS DE MANILLE (Philippines), le 17 janvier dernier, de Sao Paulo (Brésil) le 25 février, puis du Cap (Afrique du Sud) le 21 mars, une centaine d'enfants et d'adolescent(e)s, ayant vécu les pires conditions de travail, ont entamé une longue marche qui traversera l'Europe au mois de mai. Ils sont accompagnés de parents, de représentant(e)s d'organisations luttant pour les droits de l'enfant. Le mouvement est d'ores et déjà soutenu par quelque 7 000 organisations réparties dans une centaine de pays : organisations non gouvernementales, syndicales, sociales, humanitaires (1).

La marche convergera sur Genève pour la première semaine de juin 1998. C'est là que se réunira l'Organisation internationale du travail (OIT) pour élaborer une nouvelle convention internationale sur l'interdiction des formes les plus intolérables du travail des enfants : l'esclavage, le travail des enfants en servitude pour dettes, le travail forcé ou obligatoire, les conditions de travail pénibles et dangereuses, l'emploi des enfants dans les forces armées, pour la prostitution, la pornographie et le trafic de stupéfiants.

L'intolérable en point de mire

Le Bureau international du travail (BIT) estime à 250 millions le nombre d'enfants de moins de 15 ans au travail dans le monde (2). Les plus jeunes n'ont même pas cinq ans.

En Amérique latine, un enfant sur cinq travaille ; en Afrique, un sur trois et, en Asie, un sur deux.

Selon l'Unicef, moins de 5 % de la main-d'œuvre enfantine dans le monde travaille dans des entreprises produisant des biens destinés à l'exportation. La grande majorité travaille dans l'agriculture, l'artisanat, le petit commerce, le travail domestique...Celui-ci expose particulièrement les enfants, surtout les filles, à toutes les humiliations, toutes les violences, notamment sexuelles. Le rapport du BIT passe en revue les formes d'exploitation et les dangers les plus graves auxquels sont soumis les enfants dans certains emplois et secteurs dans les pays du Tiers monde. Ainsi, les enfants qui travaillent dans l'agriculture — dans les zones rurales, neuf enfants travailleurs sur dix sont occupés dans des activités agricoles ou assimilées — sont exposés à des pesticides, des engrais ou des herbicides très toxiques. Au Sri Lanka, par exemple, l'intoxication par les pesticides tue plus d'enfants que le paludisme, le tétanos, la diphtérie, la poliomyélite ou la coqueluche réunis.

Les enfants, contraints de travailler trop jeunes, risquent de demeurer infirmes pour le reste de leur vie. Aux Philippines, une vaste enquête menée par le BIT a montré que plus de 60 % des enfants au travail sont exposés à des risques chimiques et biologiques et que 40 % subissent de graves lésions ou maladies. Le BIT signale également des enfants de trois ans qui travaillent, dans de petites entreprises artisanales à domicile ou de petits ateliers villageois, à la fabrication d'allumettes, dans des locaux non aérés où ils sont exposés aux poussières, émanations ou autres concentrations de substances toxiques.

Les enfants-travailleurs, c'est également une réalité au Nord, une réalité qui s'amplifie. Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, leur nombre s'élève à plusieurs millions. La situation est particulièrement alarmante dans les pays les plus frappés par les restructurations néo-libérales. Ainsi, au Royaume-Uni, où un enfant sur trois est issu d'un foyer vivant en-dessous du seuil de pauvreté, on compte deux millions d'enfants au travail,

1) Parmi ces organisations, il y a South Asian Coalition against Children in servitude (Inde), Fondation Abrinq (Brésil), Network against Child Labour (Afrique du Sud), Novib (Pays-Bas), RFK Memorial Center for Human Rights (États-Unis), Anti-Slavery International (Royaume-Uni), Terre des Hommes (Suisse), Secours Catholique (France), Education internationale (Belgique), l'Unicef, le Bureau International du Travail, la Fédération internationale des Travailleurs du Textile, la Confédération internationale des Syndicats Libres...

2) BIT, le travail des enfants, l'intolérable en point de mire, Genève, 1996. Rapport VI (1).

dont certains ont à peine six ans. Contrairement aux idées reçues qui voient ces enfants cantonnés dans les emplois de livreurs de lait ou de journaux, les syndicats ont montré qu'ils travaillent dans de très nombreux secteurs économiques, y compris dans des usines, des magasins ou encore à domicile (3).

En France, un expert de l'Unicef affirme que plusieurs dizaines de milliers d'enfants exercent un emploi salarié sous couvert d'apprentissage : 59 % des apprentis travaillent plus de quarante heures/semaine, parfois jusque soixante heures (4).

La Belgique est également concernée. Des ateliers de couture clandestins émigreraient des Pays-Bas vers la Belgique. Ils exploiteraient beaucoup de femmes, mais également des centaines d'enfants d'origine étrangère. Selon le recoupement de diverses sources, on estimait déjà en 1993 que près de 3 000 enfants travaillaient dans des ateliers de confection et environ 2 000 dans les secteurs du nettoyage et de la restauration (5).

Les chiffres officiels avancés par le BIT-250 millions d'enfants de moins de 15 ans au travail — sont encore bien en deçà de la réalité. Ils ne tiennent pas compte des millions d'enfants en servitude pour dettes, la pire des formes d'exploitation. Ces enfants doivent payer avec leur labeur la dette contractée par leurs parents ou leurs grands-parents. Esclaves de fait, ils ne quitteront jamais cette condition, resteront à vie dans la plantation ou la briqueterie, s'y marieront et donneront naissance à de nouveaux esclaves.

Selon une étude réalisée par l'organisation humanitaire Human Rights Watch, plus de quinze millions d'enfants seraient en servage en Inde. Ils travaillent dans l'agriculture, la fabrication de cigarettes, le tissage de tapis ou encore l'industrie du cuir. Nombre de ces enfants sont enrôlés dans les vastes trafics nationaux et internationaux de la prostitution ou du travail domestique. En Indonésie, cinq millions d'enfants, dont 400 000 dans la capitale Djakarta, seraient ainsi employés comme domestiques et esclaves sexuels.

Les chiffres du BIT ne tiennent pas compte non plus des millions d'enfants qui travaillent gratuitement au sein de la famille ou encore des 200 millions d'enfants vivant dans la rue, dont 40 millions se retrouvent dans les grandes métropoles du Sud.

Michel Bonnet, expert auprès du BIT pour le programme IPEC et une des cheville ouvrière de la marche en France fait le constat dramatique : sur environ 1 milliard 500 millions d'enfants de moins de 15 ans dans le monde, plus de la moitié est de gré ou de force contrainte au travail (6).

La mondialisation excluante

L'exploitation intolérable de la main-d'œuvre enfantine ne renvoie pas seulement à une image, une réalité sociale du siècle dernier. Elle pourrait bien être la manifestation de ce qui attend nos sociétés dans le prochain siècle. Ce fléau ne fait que croître au Nord et davantage encore au Sud de la planète.

Car le travail des enfants n'est pas une maladie infantile du développement. C'est le cancer des systèmes inégalitaires, de l'accroissement des inégalités sociales partout dans le monde. L'extension du travail des enfants obéit à « la logique de mort » de la compétitivité entre les entreprises, les multinationales qui contraignent par exemple les sous-traitants à user de la main-d'œuvre la moins chère, à remplacer les adultes par les enfants.

Une série d'études pointent les parents comme les premiers responsables du travail des enfants. C'est un peu comme s'ils étaient responsables de leur pauvreté.

De même s'exprime une tendance à considérer les pays du Sud sans lien structurel avec les économies et les pays du Nord. Comme si leur « sous-développement » était un simple retard impliquant entre autres le travail des enfants.

« Le travail qui socialise les enfants pauvres, c'est le schéma de pensée de base chez nous », constate avec énervement Oded Grajew, un industriel brésilien qui a laissé tomber son usine de jouets pour créer et diriger, depuis 1990, la Fondation Abrinq et se consacrer entièrement à la « cause des enfants ».

« le Brésil est la douzième puissance mondiale, mais il figure parmi les champions planétaires de la mortalité infantile et flirte avec Haïti et la Guinée Bissau en matière d'échecs scolaires. L'État taille dans le budget social et de l'éducation. Nous avons le plus grand parc industriel d'Amérique latine, mais nous sommes dans le peloton de tête des exploiteurs d'enfants, juste après le Pakistan, mais avant l'Inde. Nous ne sommes pas un pays pauvre, mais un pays où les terres et le capital sont concentrés entre les mains de quelques-uns. Le travail des enfants n'est pas une maladie infantile du développement, c'est le cancer des systèmes inégalitaires ».

Les plans d'ajustement structurel dans le Sud, imposés par le FMI et la Banque mondiale, sous la direction du G7 et des multinationales, ne laissent planer aucun doute. Les coupes sombres opérées dans le budgets publics, et d'abord dans les secteurs de l'éducation et de la santé, viennent saper les bonnes dispositions ou encore les tentatives pour soustraire des enfants à une insoutenable détresse.

3) Rapport de la « low pay unit », commission indépendante financée par diverses associations, 11/2/98.
4) Voir Ignacio Ramonet, Enfances fracassées, in le Monde Diplomatique, janvier 1998, p.1.
5) Espace de libertés, Centre d'action laïque, N°20, 7 janvier 1993.
6) Michel Bonnet, *Enfants travailleurs, enfants en servitude*, in Mondialisation et droits sociaux, la clause sociale en débat, GRESEA (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative), Bruxelles, juin 1997.

Le mondial de foot : « No Child Labour », un label qui ne garantit rien !

On se souvient encore de l'Euro-foot 1996. On avait subitement découvert que les ballons de la marque Adidas étaient fabriqués par des enfants de huit, neuf ans dans la région de Sialkot au Pakistan. Devant l'émotion suscitée par cette information, un accord était signé entre le BIT, l'Unicef, la fédération internationale des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir et la Chambre de commerce et de l'industrie de Sialkot pour éliminer progressivement la main-d'oeuvre enfantine dans la fabrication des ballons cousus main. Actuellement, 7 000 enfants sont employés à cette tâche dans la région de Sialkot.Mais c'est tout le problème du contrô le indépendant qui est ici posé: «Il faut se rendre compte de la situation sur place», souligne Michel Bonnet. «On a affaire à une multitude de petits ateliers familiaux, dispersés, dissimulés, déplaçables en 24 heures, installés dans une région extrêmement pauvre, chez des paysans en état de survie, sans organisation syndicale» (9).

Prises à partie par les organisations de consommateurs aux États-Unis ou en Europe, les grandes marques de sport — Nike, Reebok, Adidas, Puma — ou encore les grands importateurs de tapis, tel IKEA, font tout pour s'assurer de ce que les produits qu'ils importent du Pakistan, de l'Inde ou encore du Nepal aient un label ou des codes de conduite stipulant qu'ils n'ont pas été fabriqués par des enfants.

Des organisations syndicales, des ONG, des mouvements de consommateurs mettent, à juste titre, l'accent sur la nécessité de contrôles indépendants des entreprises et des gouvernements.

Des observatoires des droits sociaux pourraient par exemple se constituer avec la participation et le soutien des confédérations syndicales internationales, les ONG de développement, les organisations de défense des droits de l'Homme, des enfants. Les premiers concernés, les travailleurs du pays concerné, les enfants-travailleurs devraient y avoir leur place. ■

Le programme néo-libéral appliqué dans les pays occidentaux-démantèlement de « l'Etat-providence », flexibilité du travail, licenciements collectifs, privatisations, coupes sombres dans les budgets sociaux, blocage des salaires _ n'est certainement pas sans rapport avec la recrudescence du travail des enfants dans les pays dits industriels avancés.

Inverser le cours des choses

« Depuis l'âge de 17 ans, je me bats contre l'exploitation des enfants. J'ai organisé plus de 100 raids contre les ateliers où l'on utilise des ouvriers de 10 à 12 ans. Et j'ai fait de nombreuses marches contre cette honte : j'ai parcouru 80 000 kilomètres. Rien qu'en Inde, nous avons libéré 30 000 enfants esclaves. Mais ce n'est encore rien. L'Occident prend conscience de cette plaie seulement maintenant. Il est très difficile d'identifier les responsables : chacun se décharge sur le voisin et fait semblant de ne pas savoir quelles mains cousent les ballons, fabriquent les gants de travail, tissent les tapis. En bout de chaîne, les intérêts en jeu sont considérables » (7).

Kailash Satyarthi, ancien ingénieur indien, est en train de réaliser le projet le plus ambitieux de sa vie. Avec la Coalition de l'Asie du Sud contre la servitude des enfants (SACS), dont il est le fondateur et président, il est à la base de la marche mondiale contre les formes les plus dures du travail des enfants.

Kailash Satyarthi a mis sur pied un centre de réhabilitation à l'Est de New Delhi où une centaine d'enfants, arrachés à l'industrie des tapis, réapprennent à vivre. Plusieurs de ces enfants profiteront de cette longue marche à travers le monde pour témoigner, susciter une prise de conscience, mobiliser.

L'idée d'une marche mondiale a germé dans l'esprit de K. Satyarthi quand il a pris la mesure de son impuissance à faire bouger les choses par les moyens classiques : *« En Inde, ce ne sont pas les garanties constitutionnelles qui manquent. Le problème, c'est qu'elles ne sont jamais appliquées. Il n'y a jamais eu de signes sérieux d'une réelle volonté politique d'agir »* (8).

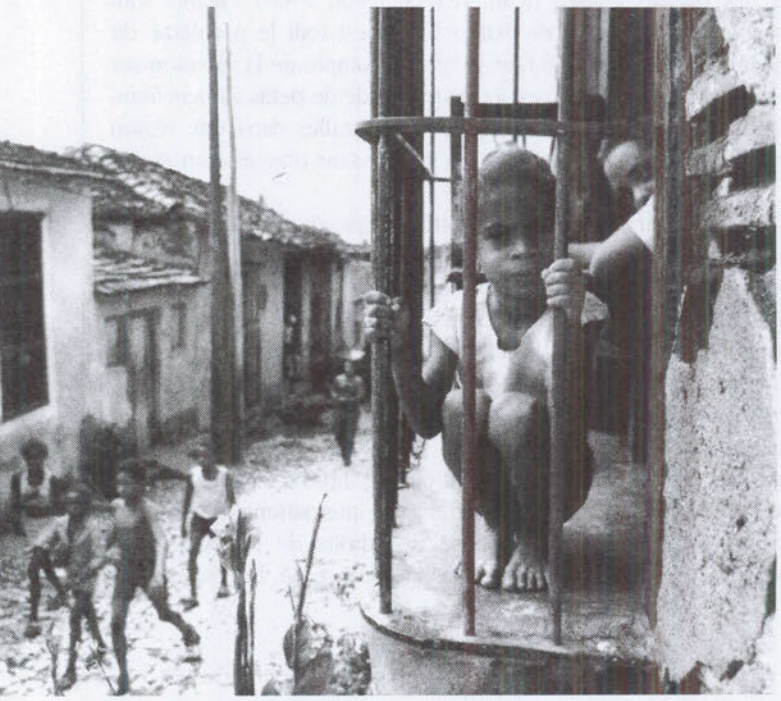
Le débat en Inde et dans d'autres pays, comme également dans nombre d'instances internationales, tourne autour des moyens qu'il faut déployer pour permettre à tous les enfants de passer de « l'exploitation au travail à l'éducation » (slogan qui résume l'esprit et les objectifs de la marche), pour mettre d'abord un terme aux formes les plus intolérables de l'exploitation enfantine.

K. Satyarthi, comme d'autres défenseurs de la cause des enfants au travail, considère que des mesures comme le boycott des produits exportés ne font qu'aggraver la situation. Il a probablement encore en mémoire ce qui est arrivé au Bangladesh. Un projet de loi interdisant l'importation aux États-Unis de marchandises produites par de la main-d'oeuvre enfantine (projet de loi Harkin du nom du sénateur américain Bill Harkin) a eu des conséquences immédiates dans ce pays où 100 000 enfants travaillent dans le secteur du textile. Selon Amirul Haque Amin, secrétaire général de la fédération nationale des travailleurs du textile au Bangladesh, 50 000 enfants auraient été mis à la porte par les entreprises locales qui ont anticipé sur la législation américaine pour faire bonne figure face à leurs clients. Résultat : ces 50 000 enfants travaillent dans des secteurs encore plus précaires, dans la réparation automobile, les mines. Beaucoup se sont vus contraints de devenir chiffonniers ou mendiants pour éviter à leurs familles de sombrer dans le dénuement le plus total. Ces enfants n'ont donc pas pris le chemin de l'école et la situation est encore pire pour eux. Pur K. Satyarthi, c'est surtout la pression internationale sur les gouvernements, les entreprises et les collectivités locales qui peut inverser le cours des choses.

Les objectifs de la marche

Le texte de référence de la marche mondiale précise d'emblée l'objectif :

7) Voir *De Manille à Genève, une longue marche contre le labeur enfantin*, in *Courrier international*, N°375, 8-14 janvier 1998.
8) Ibid
9) M. Bonnet, Mondialisation et droits sociaux, ibid.



« Mobiliser les efforts à l'échelle mondiale afin de protéger et de promouvoir les droits de tous les enfants, en particulier le droit à une éducation gratuite et digne de ce nom, et le doit à une vie exempte de toute exploitation économique et de toute forme de travail pouvant nuire au développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l'enfant. »

La marche mondiale est en fait l'occasion, une occasion exceptionnelle, pour avancer ou relancer ensemble, syndicats, associations, organisations de défense des droits de l'homme, de l'enfant, la mobilisation et les pressions sur des revendications pointées dans le texte de référence de la marche.

◗ C'est d'abord exiger l'élimination immédiate des formes les plus intolérables du travail des enfants. Cette question est à l'ordre du jour de la session de juin 1998 de la Conférence internationale du travail, à Genève. La coordination européenne de la marche demande que cette discussion débouche sur une Convention autant force de loi et non une recommandation immédiate, en tout cas après la deuxième session de l'OIT sur la question, en juin 1999.

◗ La marche mondiale appelle les employeurs à mettre en place des programmes visant à remplacer les enfants-travailleurs par des adultes, avec des salaires décents et des conditions de travail équitables.

Cette revendication rejoint un des objectifs principaux de la campagne internationale « Clean Clothes », (vêtements propres). Cette campagne à l'initiative d'ONG, d'organisations syndicales, humanitaires, braque les projecteurs sur les conditions de fabrication des vêtements, le non respect des droits sociaux fondamentaux par les firmes, les filières de production, les grandes chaînes de commercialisation, les sous-traitants. Elle veut forcer les grandes firmes à respecter les normes sociales fondamentales, à ne pas utiliser de la main-d'œuvre enfantine, à augmenter les salaires des adultes.

En diminuant seulement de 3,5 % son budget publicitaire et promotion, Nike pourrait doubler le salaire de tous les ouvriers travaillant chez ses sous-traitants chinois et indonésiens (ces deux pays représentaient 70 % de la production de Nike en 1996) (10).

◗ Mettant l'accent sur plusieurs injustices qui contribuent à l'exploitation des enfants au travail (répartition inégale des terres et des richesses, chômage de masse, la dette des pays du Sud, les programmes de réajustement structurel, les relations commerciales injustes ...), la Marche préconise la mobilisation des ressources nationales et internationales nécessaires à l'accès de tous les enfants à l'éducation.

Où en est l'aide publique au développement (APD) ? Elle se maintient...à la baisse. Depuis que les pays industrialisés ont réaffirmé, au Sommet de la terre à Rio en 1992, leur accord avec l'objectif de 0,7 % du PNB fixé depuis longtemps par l'ONU (objectif déjà minimaliste !), l'aide globale en chiffres réels a baissé de 17 %. Elle plafonne tristement à 0,25 du PNB (11).

L'aide de tous les pays du Nord au développement du Sud (déduction faite des remboursements effectués — car il s'agit aussi de prêts, et non de dons, et des honoraires des experts du Nord) représente environ 40 milliards de dollars par an (60 milliards d'APD brute). Le remboursement de la dette représente, lui, entre 180 et 200 milliards de dollars par an. Ainsi, le Sud rembourse 4,5 à 5 fois plus que ce qu'il reçoit d'aide publique au développement nette, trois fois plus que l'APD brute (12).

Et la taxe Tobin ? Du nom du prix Nobel américain d'économie qui la proposa dès 1972, la taxe Tobin, taxe modique sur les transactions spéculatives sur les marchés des changes, procurerait des recettes appréciables pour le développement. Au taux de 0,1 %, elle rapporterait quelque 166 milliards de dollars par an, soit deux fois plus que la somme annuelle nécessaire pour éradiquer la pauvreté extrême d'ici au début du siècle prochain (13).

Il n'y a aucun obstacle technique à une telle mesure. C'est une question de volonté politique. Une telle revendication, comme l'annulation de la dette du Tiers monde, pourrait être au cœur d'une véritable pression civique sur nos gouvernements.

Elle rejoint un des objectifs de la Marche : « mobiliser l'opinion publique et encourager les actions contre les injustices les plus flagrantes, causes du travail des enfants ». ■

10) Let's go fair, Vers un développement solidaire, Déclaration de Berne, mars 1997, N° spécial 138, p.11.
11) Voir Réalité de l'aide 1997, rapport indépendant sur l'aide internationale, CRID, Acteurs solidaires, Paris.
12) Du Nord au Sud, l'endettement dans tous ses états, CADTM, 1er trimestre 1998, Bruxelles, p.81.
13) Ignacio Ramonet, Désarmer les marchés, Monde Diplomatique, décembre 1997.

Dossier

Nouveau regard sur le féminisme

Nous présentons pour ce mois *de mars une série de contributions traitant de questions qui, bien que largement discutées au sein du mouvement féministe, le sont moins souvent dans le mouvement marxiste.*

Depuis les années 70, le soutien psychologique et matériel aux femmes victimes de violences a été une activitité majeure de nombreuses associations de femmes et féministes. Estela Retamoso nous donne un aperçu sur l'activité de son association « Luna Nueva » à Montevideo, en Uruguay.

A partir de son analyse des rapports entre les classes, notamment les rapports d'exploitation dans le processus de production, le marxisme traditionnel a intégré les femmes du point de vue de leur rôle dans le processus de production ainsi que dans la famille comme unité de reproduction de la force de travail.

Mais, comme explique Lidia Cirillo dans son article, tiré de l'expérience des débats, surtout en Italie, où la « théorie de la différence » a eu un grand impact dans la gauche marxiste, au sein de l'ancien Parti communiste italien, différents courants du mouvement féministe ont considéré les femmes aussi en tant que sujet en soi, un sujet qui s'efforce de trouver sa propre identité pour déterminer son rôle dans le processus de transformation sociale.

Nancy Herzig de Porto Rico présente un point de vue sur la sexualité, question qui de fait, comme elle le dit, n'est pas nouvelle dans la tradition socialiste, mais qui encore aujourd'hui est souvent réduite à un slogan « pour la liberté sexuelle » sans plus d'approfondissement.

Finalement, Nadia Tlili et Luiza Tiscane abordent la question des femmes et de l'islamisme en esquissant quelques éléments de réponse.

Ces articles sont les premières contributions à des questions sur lesquelles nous n'avons malheureusement pas l'habitude de parler. Nous y reviendrons dans les prochains numéros.

L'expérience de Luna Nueva

LUNA NUEVA (Nouvelle lune) a été fondé au début de 1990. C'est une expression organisée du mouvement des femmes dont le but est de prendre des initiatives contre les mauvais traitements et la violence à leur encontre. Nous fonctionnons dans le local de la Commission de développement du quartier populaire Brandi et nous tenons également une permanence dans un autre local, dans le centre Montevideo.

Nous accueillons les femmes soit de manière personnalisée, soit en groupe, et nous apportons des informations aux institutions et aux entreprises qui nous le demandent (écoles, lycées, refuges de femmes, entreprises publiques et privées, syndicats, commissions de quartier). Des femmes spécialistes de la santé et de l'éducation, secteurs sans cesse confrontés au problème de la violence, et des femmes victimes de violence participent à nos cours et à nos ateliers afin de se former en tant qu'agents communautaires.

Durant toutes ces années, nous avons mis au point un style de travail qui revêt deux aspects : l'un plus théorique, lié au phénomène de la violence à partir de différentes approches intellectuelles, d'analyses de situations concrètes et des issues possibles dans des cas précis, de réflexion sur les aspects légaux, les syndromes et les profils types de victimes et d'hommes violents. L'autre, plus concret, fonctionne à partir de la Biodanza (système Rolando Toro), de techniques d'autodéfense et analyse nos sentiments, notre situation d'autoestime, nos désirs, nos rêves, notre humeur endogène, notre immunité.

Ces aspects de notre méthode de travail aident beaucoup les femmes qui viennent nous consulter, car ils renvoient à l'intimité de leur intimité, à des aspects de leur identité qui les rendent vulnérables et en font des victimes possibles : leur capacité de réponse, leur capacité de survivre à des situations de crise et leurs capacités créatrices afin d'élaborer des solutions, ce qui dépend souvent de l'attention portée à ces aspects particuliers. Nous travaillons sur des situations aussi féminines et propres aux femmes que le chaos, l'incertitude, la recherche d'issues possibles à des situations complexes et nous tissons des réseaux de solidarité, d'aide, de services « invisibles » entre femmes.

Quelques exemples

Certaines femmes doivent trouver de quoi se nourrir elles-mêmes car leurs époux ont été arrêtés pour des vols ou des activités illégales de survie. D'autres femmes, n'ayant pas de parents, se relaient pour s'occuper de leurs enfants qu'elles élèvent seules (proportion qui a augmenté à tous les niveaux de l'échelle sociale) et vont travailler à tour de rôle. D'autres encore se réunissent pour « conspirer » et voir comment aider telle ou telle voisine battue par son mari (51,6 % des cas de violence dans notre pays). Des femmes sont victimes de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail. D'autres sont poursuivies pour avoir répondu violemment, et parfois tué, leur mari, après des années de mauvais traitements. Il y a aussi des cas d'adolescentes maltraitées par leurs petits amis ou dépendantes de la drogue. Le pourcentage déjà élevé des très jeunes filles enceintes (moins de 14 ans) augmente d'année en année dans les secteurs de la population les plus vulnérables. Avec l'augmentation du nombre de femmes au travail, le chômage entraîne un processus de féminisation de la pauvreté.

Le cas des abus sexuels envers les enfants des deux sexes mériterait également d'être développé.

Depuis le début, une de nos tâches principales a été et continue à être l'aide mutuelle et la formation de groupes de femmes qui prennent des initiatives au niveau local et social face à cette réalité injuste. L'aide mutuelle personnelle permet de rechercher de solutions concrètes aux problèmes quotidiens et d'arriver à s'organiser. Les groupes élaborent des réponses

La violence à l'encontre des femmes prend de nouveaux aspects, dans le cadre de la grave crise économique et sociale, du chômage et de la misère qui frappent l'ensemble du continent latino-américain, où les gouvernements appliquent avec brutalité les mesures d'ajustement structurel imposées par les organismes financiers internationaux, en particulier le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID). Dans ce contexte, on assiste au développement d'organisations de femmes qui luttent pour leurs droits politiques, économiques et sociaux, et de sexe et qui dénoncent la violence tant individuelle qu'institutionnelle.

Par
Estela Retamoso*

* Coordinatrice générale de Luna Nueva, Estela Retamoso est conseillère et éducatrice sexuelle, spécialiste de la violence domestique et sexuelle. Elle fait partie de la Commission des femmes du Parti socialiste des travailleurs (PST, section uruguayenne de la IVe Internationale).

corporelles, verbales et collectives et apprennent des techniques d'autodéfense face aux agressions. Nous participons aussi au mouvement social et aux mobilisations des quartiers, où l'on rencontre beaucoup de gens à la recherche d'améliorations globales. Ce sont des groupes mixtes, avec des caractéristiques différentes, réunis par la situation sociale et économique critique et les carences du système de santé. Ainsi, nous réfléchissons et nous mettons en commun notre expérience sociale et de femmes, agissant au sein d'instances plus générales, afin d'amplifier les effets de notre travail et de créer d'autres niveaux de conscience.

Les femmes, cibles principales de la violence

La violence a pris de nouvelles formes, en lien avec la situation économique et politique, et est malheureusement toujours latente et présente. Aujourd'hui encore, les réponses institutionnelles ne dépassent pas les déclarations de principes, et des mesures effectives et concrètes ne sont pas prises, en fonction de ce qui existe d'ores et déjà dans la loi.

La violence au sein du couple, l'impact de la violence sur la santé des femmes, les petites filles et petits garçons victimes d'abus sexuels, la violence familiale, la violence dans la rue et dans le quartier, les viols, le harcèlement sexuel sur les lieux de travail, constituent toujours les différentes facettes de ce monstre si bien connu des femmes.

Sans oublier que l'importante violence envers les femmes dans les pays latino-américains vise aussi à nous « éduquer » et à nous préparer à un avenir où les nous resterons des cibles privilégiées. Paradoxalement, ces situations permanentes de violence quotidienne favorisent les violences contre les femmes en période de guerre. C'est le cas aujourd'hui au Chiapas, où les massacres des paramilitaires et de l'armée fédérale ont pour principales victimes des femmes, souvent enceintes.

La priorité au collectif

Notre organisation fonctionne en apportant une aide collective et n'en reste pas à des propositions personnelles, car nous considérons que notre aide doit viser à ce que les femmes s'auto-organisent autour de leurs revendications quotidiennes et collectives.

Depuis quelques années, le mouvement des femmes s'est beaucoup affaibli mais leur participation aux revendications générales et dans les mouvements de quartier est très importante, bien que dispersée. De nombreux mouvements concernant la survie (auto-organisation et luttes pour des solutions dans les quartiers, occupations de terres) sont coordonnés par des femmes.

Leur contribution s'est beaucoup développée dans le mouvement syndical, avec l'apparition de cadres syndicaux féminins, ayant une politique spécifique envers les femmes au travail. La création d'une Commission tripartite au ministère du Travail, ayant pour but d'aligner le code du travail uruguayen sur les conventions internationales, tout particulièrement celles de l'Organisation internationale du travail (OIT), répond directement aux revendications de la commission des femmes de la centrale syndicale PIT-CNT en matière d'égalité des chances et contre les discriminations en termes de retraites et de salaires dans certaines branches.

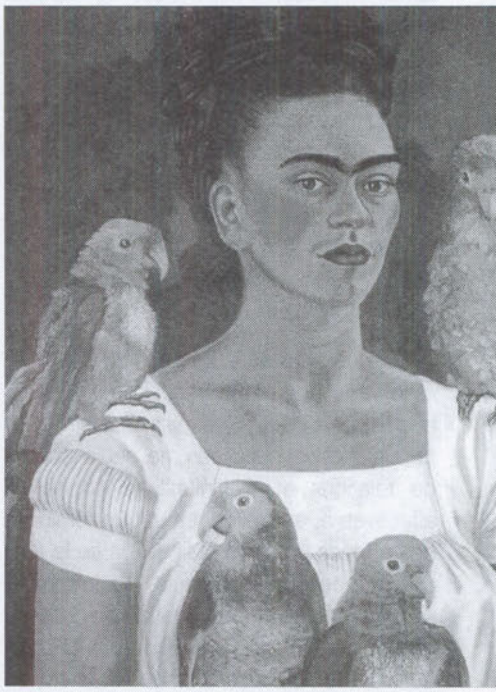
Les femmes et les luttes générales

Nous restons convaincues que les principales conquêtes des femmes ont été obtenues dans un cadre de développement général des luttes populaires dans leur ensemble et qu'il est nécessaire de continuer à articuler nos revendications spécifiques avec celles des autres acteurs sociaux, sans perdre les espaces propres que nous avons déjà conquis. Lorsqu'un gouvernement impose ou approfondit une politique économique allant à l'encontre des intérêts populaires ou une action répressive, les femmes sont toujours dans l'œil du cyclone. Et la violence est un mécanisme très efficace, à cause de son exemplarité.

L'État a joué un rôle fondamental dans le démantèlement du mouvement des femmes, intégrant (et déformant) certaines propositions, accordant ou non des subventions, faisant du clientélisme et cooptant des militantes féministes, qui ont fini par capituler face à la crise économique et faute de continuer à croire à une alternative différente au néolibéralisme.

L'agenda des féministes s'est réduit à quelques malheureuses « célébrations » officielles, sans pratiquement aucune proposition autonome. Dans certains quartiers, des activités isolées d'organisation continuent, comme Luna Nueva. Mais la coordination existant à d'autres époques s'est effritée. Le travail universitaire, le développement de la théorie, la participation à des forums internationaux ont éloigné beaucoup de femmes de la pratique féministe combative et engagée auprès des secteurs populaires.

Face à la mondialisation capitaliste, à l'intégration régionale (dans le cadre du Marché commun du Sud, Mercosur, avec l'Argentine, le Brésil et le Paraguay), une intégration des mouvements sociaux est indispensable, afin de réfléchir sur nos revendications, nos luttes et notre résistance et d'échanger nos expériences multiples, tant politiques que sociales et féministe.



De la capacité à mettre en commun ces expériences dépend aussi la possibilité d'élaborer des propositions alternatives, ayant des effets sur l'ensemble de la société, et de pouvoir ainsi éviter la voie étroite du « travail de fourmi » quotidien, immédiat, qui bien souvent bouche l'horizon.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin de consolider des réseaux sociaux nous permettant de sortir de l'isolement et de combiner nos revendications spécifiques avec les autres revendications de base non satisfaites des secteurs populaires. Nous réaffirmons la validité de notre démarche, qui prend en compte l'évolution personnelle de chaque femme tout en l'associant à l'évolution collective. ■

Montevideo, janvier 1998

Femmes et sexe : la nouvelle orthodoxie

Il n'est pas facile d'engager une discussion à propos des femmes et de la sexualité. Comment définir le sexe ? A-t-il toujours été défini dans les mêmes termes ? Quelle place a-t-il ou devrait-il avoir dans notre culture ? Ces questions sont difficiles parce que le sexe et les images sexuelles demeurent, largement, des sujets tabous pour les femmes. L'information et les images sexuelles sont encore largement cachées. Le sexe est toujours, dans la plupart des cultures, une pulsion interdite. C'est une dimension niée de notre être. Même chez les femmes socialistes une discussion sur le sexe se transforme souvent en débat sur le viol, les violences et abus sexuels. C'est presque comme si nous partagions la notion traditionnelle selon laquelle le plaisir sexuel féminin devrait être une préoccupation très secondaire.

Par
Nancy Herzig

LE BOOM ÉCONOMIQUE de l'après-guerre a créé dans les pays industrialisés les conditions pour un renouveau de l'intérêt pour la liberté sexuelle. Il a permis à des fractions larges de la population de s'émanciper des arrangements familiaux traditionnels et des structures communautaires fermées. L'expansion du salariat dans un contexte urbain a ouvert des espaces où les individus peuvent vivre seuls ou dans des structures familiales non traditionnelles, ou simplement cohabiter. Dans la mesure où beaucoup de produits ou activités traditionnellement domestiques se sont transformés en biens et services produits sur le marché, le foyer a cessé d'être une unité économique fondamentale pour la société.

Ceci a préparé le terrain pour une nouvelle vague de féminisme, de militantisme et d'expérimentation sexuels, et a affaibli la famille traditionnelle comme seule source de relations et d'affinités émotionnelles, affectives et sexuelles. La vague féministe des années 60 et 70 était en partie le produit de ces changements. Tout comme l'émergence et la consolidation de communautés gays et lesbiennes depuis l'après-guerre. Bien sûr ces changements ont eu un impact différencié selon les catégories sociales. Les hommes blancs ont généralement accédé plus facilement à l'éducation supérieure que les femmes ou les Noirs. Ils ont eu, comme aujourd'hui, davantage accès aux emplois qualifiés et bien rémunérés. Il a donc été plus facile (bien que jamais vraiment facile) pour les homosexuels blancs de se créer une niche dans la société existante, que pour les lesbiennes ou les gays de couleur.

Le boom de l'après-guerre qui a étendu le salariat et amélioré les salaires, a également amené les femmes à travailler hors de chez elles, en a attiré des millions dans les villes en expansion, et a aussi produit des avancées révolutionnaires dans les techniques de contrôle de la reproduction.

L'expansion des universités de masse a permis l'émergence d'une culture alternative de la jeunesse dans les années 60, qui a rapidement défié les notions traditionnelles de sexe et de genre. Les hommes se sont laissé pousser les cheveux, et les femmes ont coupé les leurs.

Deux des figures culturelles les plus emblématiques de cette époque, Elvis Presley et les Beatles dans les années 50 et 60, ont provoqué des polémiques (et captivé un public dans lequel on trouvait beaucoup d'adolescentes) grâce à leur aggressivité sexuelle sans précédent ou à leur non-respect des règles établies concernant l'apparence extérieure. La droite était scandalisée : non seulement des jeunes protestaient contre la guerre et le militarisme, mais en plus on ne pouvait même plus distinguer les garçons des filles !

Certains défis à la culture traditionnelle qui ont surgi alors, peuvent aujourd'hui nous sembler rétrospectivement triviaux, absurdes ou extravagants. Néanmoins ils ont contribué à briser d'anciens moules culturels et à ouvrir une nouvelle ère. La révolution sexuelle a même donné naissance à un nouveau vocabulaire. Le concept même de « sexisme », modelé sur le terme racisme, est un exemple bien connu. Parmi d'autres exemples de termes inventés par le mouvement pour formuler ses exigences et expliquer les bouleversements qu'il portait, on peut citer « le droit de choisir », la « préférence sexuelle » ou « l'orientation sexuelle », la « libération des femmes » (dérivé de la libération nationale), le « harcèlement sexuel » et le « droit à la contraception ».

La lutte pour le droit à l'avortement, à la contraception et pour les droits des gays ont directement remis en cause la notion traditionnelle qui liait le sexe légitime à la reproduction, au mariage et à la famille. De nouvelles perspectives sur le sexe et la sexualité ont promu une revalorisation du plaisir sexuel en général, et du droit des femmes à explorer leur propre sexualité — souvent nié dans les cultures traditionnelles. Quand le mouvement des femmes a avancé la revendication de la santé sexuel-

le et de l'information des femmes, y compris en insistant sur l'orgasme féminin, il l'a fait avec l'idée fondamentale que les femmes sont des êtres sexués, et ont donc autant droit au plaisir que les hommes. C'est dans ce contexte que beaucoup de militantes féministes ont osé défié l'orthodoxie freudienne à propos de l'orgasme « vaginal », une idéologie qui établissait ouvertement une équivalence entre l'orgasme clitoridien et l'agressivité sexuelle de la femme, entravant son développement et favorisant son immaturité émotionnelle.

Les féministes comme les militants gays et lesbiennes, ont aussi contesté les théories et pratiques de nombreux « experts » en médecine et psychologie. Ils ont contesté beaucoup de vues traditionnelles à la lumière de leur expérience et de leurs recherches propres. En 1971 le Collectif des femmes de Boston publiait la première édition du succès mondial « Notre corps, nous mêmes », un manuel de santé pour les femmes écrit par des femmes. C'est aussi en 1971 que Shere Hite publiait sa recherche pionnière sur la sexualité féminine. Ses résultats contestaient l'idée établie selon laquelle les femmes n'avaient pas d'intérêt pour le sexe, ou que leurs goûts et préférences étaient plus passifs et moins physiques que ceux des hommes. L'insistance sur l'orgasme féminin faisait partie d'un combat plus vaste pour le droit des femmes à définir leur sexualité, de la lutte des femmes pour leur autonomie et leur libération sexuelle.

Des structures qui avaient été acceptées comme naturelles, éternelles et inchangeables, commencèrent à apparaître comme conventionnelles, culturelles, historiques et surtout transformables. L'une des idées les plus importantes qui surgirent dans cette mise en cause des liens traditionnels entre sexe, mariage et reproduction, était l'idée révolutionnaire qu'il n'y a pas qu'une forme normale, légitime ou correcte de jouissance sexuelle. La libération sexuelle des femmes ne cherchait pas à établir une nouvelle orthodoxie, mais plutôt à donner aux femmes la possibilité d'accéder à une pluralité de choix et de possibilités sexuelles.

Pendant que les mouvement féministes et gays modifiaient les attitudes dominantes, les forces économiques du capital et du marché n'ont pas tardé à s'adapter aux évolutions rapides des conceptions sociales en matière de sexualité. A émergé alors une dialectique complexe entre des attitudes sociales en pleine évolution — en partie sous l'influence des mouvements des femmes, des jeunes et des homosexuels — et les intérêts du capital pour s'emparer des nouvelles et nombreuses opportunités ouvertes par l'intérêt croissant et l'ouverture du public aux questions sexuelles : les images sexuelles dans les films et les revues devinrent plus osées, des jouets et des produits sexuels sont apparus, et l'information sur le sexe et la sexualité devint plus accessible.

Le changement le plus polémique, avec la publication et la popularisation des manuels de sexe et la libéralisation (surtout aux USA) des lois puritaines, a été la grande diffusion de documents pornographiques. Dès la fin des années 70 — avec la fondation de Femmes contre la pornographie — s'est engagé un long et dur débat entre les féministes, débat qui dure encore. C'est assez ironique : alors que le féminisme avait été une cause et un produit des évolutions rapides des années 60, il allait se diviser violemment sur la manière de réagir à beaucoup de ces changements rapides et contradictoires.

Les divisions dans le féminisme

A la moitié des années 70, dans la plupart des pays développés et en particulier aux USA, a commencé à émerger, en provenance de la droite, un mouvement de réaction contre les acquis des mouvements des femmes, des gays et des lesbiennes. Des organisations religieuses très conservatrices, très abondamment financées et très militantes, ont développé une large thématique politique autour des questions sexuelles et de la reproduction (avortement, pornographie, contraception, éducation sexuelle, sexe chez les jeunes, gays et lesbiennes). Cette réaction n'a pas réussi à priver les femmes de leurs acquis récents. Mais cela ne doit pas nous faire oublier la force de cette offensive de la droite. Il n'est pas possible de retracer ici l'évolution des complexes débats que le « backlash » a provoqués chez les féministes depuis vingt ans. Mais un thème significatif a été une remise en cause croissante de l'idée selon laquelle la liberté sexuelle était une avancée pour les femmes.

L'élan initial de la montée du féminisme dans les années 60 allait du rejet de toute orthodoxie sexuelle à la défense de l'autodétermination dans la sphère sexuelle : les femmes voulaient plus de sexe, du meilleur sexe, du sexe plus varié. Beaucoup de ces idées commencèrent à être remises en question vers la fin des années 70. L'attaque venait de plusieurs angles, parfois complémentaires.

Certaines tendances féministes commencèrent à douter que les nouvelles « libertés » sexuelles soient véritablement des libertés ou des avancées pour les femmes. La plus grande facilité de circulation de la pornographie, et la facilité avec laquelle désormais les hommes laissaient leurs femmes poursuivre leur intérêt : étaient-ce vraiment des avancées pour les femmes ? Inutile de dire qu'il n'a pas été difficile pour ces tendances d'arriver à des conclusions fort proches de celles de la droite traditionnelle, qui n'avait cessé de répéter que la libération sexuelle serait préjudiciable aux femmes en donnant plus de liberté aux hommes pour faire ce qui leur plaisait. Dans les années 80 on a pu assister à l'alliance bizarre de certaines féministes radicales, comme Andrea Dworkin, avec des sénateurs d'extrême-droite comme Jesse Helms dans un front commun contre la pornographie.

Dans les années 70 et 80 certaines tendances du mouvement des femmes embrassèrent la notion d'une sexualité spécifiquement « féministe », « libérée » ou « des femmes ». La montée de deux courants de pensée a joué un rôle clé en ce domaine : le féminisme-lesbien radical dans les années 70, et le différentialisme ou féminisme culturel dans les années 80. Ces deux tendances partageaient une regrettable tendance à classer certains comportements sexuels comme « libérateurs » tandis que d'autres étaient « oppresseurs ».

Les perspectives radicales lesbiennes

L'émergence de ce courant est devenue visible à la fin des années 60, quand la direction de l'Organisation nationale des femmes (NOW), la plus grande organisation féministe aux USA, a réalisé une purge contre des radicales lesbiennes dans ses rangs. La direction homophobe de NOW — très soucieuse à l'époque de construire une organisation consensuelle et de garder une image « respectable » aux yeux du public américain — a expulsé les lesbiennes féministes et refusé ouvertement de prendre en charge les revendications de la communauté gay et lesbienne. Cet accès d'homophobie au sein du mouvement des femmes

a facilité la cristallisation d'une tendance politique lesbienne. Pour ce courant le lesbianisme n'était pas seulement une option légitime pour les femmes : cela devenait le prototype, le programme et la pratique d'une sexualité libérée du sexisme (1).

Les lesbiennes radicales affirmaient qu'un examen attentif de la vie des femmes aujourd'hui et dans le passé, révélait comment les femmes — malgré les restrictions imposées par la culture patriarcale — avaient toujours essayé de construire des relations vraiment intenses et sexuelles avec d'autres femmes. Un trait-clé du patriarcat était précisément sa tentative ancestrale de séparer les femmes les unes des autres. Le terme de lesbianisme a alors été étendu pour inclure non seulement certaines préférences sexuelles, mais presque n'importe quel lien émotionnel ou physique entre femmes qui était jugé contraire aux lois du patriarcat. Cette tendance aboutissait logiquement à la conclusion selon laquelle la construction et le renforcement de ces liens entre femmes était la tâche essentielle de la culture et du mouvement féministe.

A travers sa critique de « l'hétérosexualité obligatoire », le lesbianisme politique montrait plus clairement que jamais comment les définitions dominantes des sexes et des genres sont socialement construites. Les femmes doivent mettre en question tout ce qu'elles ont appris sur le sexe. Et ne pas supposer que ce qui « vient naturellement » est vraiment naturel.

Cependant la croyance des lesbiennes radicales en une pulsion lesbienne trans-historique a fini par déprécier cette importante contribution. Il y avait aussi un autre problème : que dire aux femmes hétérosexuelles ou bisexuelles, qui apprécient les relations sexuelles avec les hommes et vivent même avec eux ? Se trahissent-elles elles-mêmes — collaborent-elles en couchant avec l'ennemi ? Si le lesbianisme est libérateur, l'hétérosexualité est-elle necessairement oppressive ou dégradante ? Telle était en effet la conclusion de nombreuses militantes de ce courant. C'est le problème de toute position qui prend la défense d'une pratique sexuelle particulière présentée comme libératrice en soi : elle finit par négliger et mépriser les opinions et les préférences des nombreuses femmes qui ne partagent pas cette définition spécifique de ce que devrait être le sexe.

Le féminisme « culturaliste », « différentialiste » et « identitaire »

Divers courants nés dans les années 70 et 80 partagent l'idée qu'il existe une culture spécifique féminine, une sexualité spécifique, une nature spécifique. Selon ces militantes, les femmes sont plus généreuses et plus sensibles que les hommes. Elles cultivent l'intimité et la réciprocité, la tendresse et l'engagement, l'amour et la compassion bien plus que les hommes. Leur désir sexuel est plus diffus, moins aggressif, et moins obsédé par l'obsession phallique et frénétique de l'orgasme.

D'un autre côté, la sexualité masculine n'est pas seulement égoïste, mais potentiellement nuisible pour les femmes : elle chosifie les femmes, fuit les relations durables, et tend à séparer le sexe et l'émotion. Les féministes les plus extrémistes (cf. par exemple le livre e Dworkin, « Intercourse ») concluent que la sexualité mâle est toujours, de par sa nature même, violente, égotiste et mosogyne, et que toute relation sexuelle entre un homme et une femme est en fait un viol.

Il est étonnant de voir comment cette soi-disant perspective radicale finit par ressusciter les stéréotypes traditionnels à propos des femmes que les premières militantes de la libération des femmes avaient rejetés comme oppresseurs et réducteurs. Ainsi des mythes selon lesquels les femmes sont plus spirituelles et moins intéressées par l'orgasme que les hommes.

Ce type d'analyse prétend souvent que le sexe est fondamentalement dangereux pour les femmes. Les partisans les plus cohérents de ces thèses ont conclu que jusqu'à ce que le sexisme ait disparu, la seule option libératrice pour les femmes est le célibat ! La liberté par la renonciation sexuelle : on peut difficilement imaginer un renversement plus radical de la revendication initiale d'une vie sexuelle plus libre et plus variée pour toutes. Il est facile de voir pourquoi les organisations traditionnalistes de droite ne se sont pas senties menacées par ce type de féminisme, et ont même adopté certains de leurs arguments, contre la pornographie par exemple.

Personne ne songe à nier que le sexe peut être dangereux. Le viol est évidemment un évènement tragiquement banal, les relations hétérosexuelles sont dans toutes les cultures le plus souvent très inégalitaires, et les hommes souvent négligent les sensations des femmes. Mais ausi désagréable puisse-t-elle être, une relation sexuelle consentie, même marquée par un degré de sexisme, n'est pas la même chose qu'un viol. Il y a peu à gagner, dans le combat pour mieux comprendre nos expériences de femmes, à nier cette différence.

1) Un texte-clé dans l'évolution de cette tendance est « Compulsory Hétérosexuality and Lesbian Experience », dans Powers of Desire, Monthly Review, 1983

2) D'importantes critiques de cette tendance sont faites par Alice Echols, « The New Feminist of Yin and Yang », dans Powers of Desire, et par Raquel Osbourne, « La construccion sexual de la realidad », Catedra 1993.

En d'autres termes, un retour « radical » aux valeurs traditionnelles d'une supposée culture féminine n'est pas la solution.

Les féministes différentialistes ne considèrent pas seulement les hommes, mais aussi les nombreuses femmes qui ne sont pas d'accord avec elles, comme des égarées sans espoir, qui ont besoin d'une Grande sœur pour les protéger d'elles-mêmes. Face à l'objection selon laquelle beaucoup de femmes semblent consentir à des relations sexuelles avec des hommes, les féministes différentialistes ont souvent répondu que puisque les femmes ont été façonnées par une culture sexiste, elles ne peuvent véritablement consentir à rien. Leurs choix apparemment volontaires ne sont que le produit d'une manipulation sexiste. Puisque la majorité des femmes ne peut pas véritablement choisir, limiter leurs soi-disant « choix » (comme par exemple censurer la pornographie, que certaines femmes apprécient) n'est pas un acte de répression, mais une tentative légitime de les protéger de la culture sexiste qu'elles ont intériorisée. Les dangers autoritaires de cette perspective sont évidents. De façon prévisible, les différentialistes se montrent souvent très intolérantes et sectaires vis-à-vis des autres courants féministes.

Bien sûr, les résultats de la révolution sexuelle ont été très inégaux, en ce qui concerne les femmes. Nous vivons dans une culture fondamentalement sexiste, et nous avons tous, à un degré ou à un autre, intériorisé ses valeurs et ses catégories. La plupart des sociétés ont traditionnellement désigné certaines sphères de l'activité sociale comme féminines, créant ainsi (quoique de façon évolutive) certains traits de personnalité masculins ou féminins. Les féministes radicales, culturalistes ou différentialistes n'ont pas inventé les problèmes qu'elles traitent. Mais elles les ont traités de façon unilatérale. Et leur tentative de désigner certaines attitudes ou pratiques sexuelles comme plus féministes ou émancipatrices que d'autres se sont révélées déboucher sur une impasse dangereuse.

Autonomie sexuelle, égalité sociale et diversité culturelle

On ne peut pas adopter un projet d'auto-émancipation des femmes et se présenter en même temps comme une avant-garde visionnaire qui a découvert ce que devrait être une sexualité « correcte », libre, « féministe ». Au contraire, dans le combat pour une sexualité plus libre, nous devrions réfuter tout ce qui vise à définir une « ligne » sexuelle correcte, qu'elle provienne de la droite religieuse ou de « féministes ». Récemment les fondamentalistes religieux et les « féministes » conservatrices ont cherché, dans divers pays, à établir légalement des codes de conduite sexuelle qui incluent souvent des restrictions concernant les jeunes ou les célibataires, et la prohibition de documents sexuellement explicites. Cette alliance maudite du féminisme et du conservatisme est particulièrement visible dans la croisade anti-porno aux USA.

Nous devons rejeter aussi bien le soi-disant « post-féminisme » qui nous recommande de jeter au feu nos revendications anti-sexistes, que le matérialisme autoritaire de ces féministes qui se croient autorisées à nous imposer leurs opinions sur la sexualité. Nous avons besoin d'une approche à la fois critique et démocratique, participative et tolérant la diversité de nos désirs sexuels. Une sexualité plus riche et plus libre ne peut émerger que si les gens, et en particulier les femmes, ont la possibilité d'explorer librement leurs désirs, préférences, fantasmes et intérêts ; d'apprendre de leur expérience et de celle des autres femmes ; d'argumenter, de débattre, de critiquer.

Plusieurs principes découlent de cette perspective d'auto-émancipation. D'abord, personne ne devrait être forcé à une relation sexuelle ou une pratique contraire à sa volonté. De même personne ne devrait se voir nier le droit à une orientation ou préférence sexuelle, ou à s'engager de façon volontaire dans certaines pratiques sexuelles, au prétexte qu'une personne ou un groupe les juge choquantes ou déplaisantes. Nous avons besoin d'une « éthique de la relation » et non d'une « morale des actes » : comme mouvement, nous devrions nous inquiéter davantage de la manière dont les choses sont faites (par consentement, accord mutuel, dans des termes d'égalité, etc...), que de quelles choses sont faites. (3)

La capacité des femmes à faire leurs choix individuels librement dans le domaine de la sexualité ne dépend pas seulement de l'absence de censure ou de législation répressive (comme les féministes libérales tendent à le penser). Elle dépend aussi de l'existence de certaines conditions matérielles et sociales très concrètes. L'insistance sur le fait que le bien-être économique ne suffit pas à liquider le sexisme, a fini par faire oublier à certaines que les conditions matérielles demeurent un élément clé de la lutte pour la libération des femmes. Un revenu garanti, un emploi stable, des structures de qualité pour la garde des enfants, un logement, des services de santé, et les droits à la contraception et à l'avortement, tous ces éléments renforcent les possibilités d'autodétermination des femmes. Ils renforcent l'autonomie personnelle des femmes, ce qui leur ouvre un plus grand éventail de choix sexuels, et leur permet de refuser les relations sexuelles et/ou émotionnelles non désirées. ■

3) Cette distinction provient de Jeffrey Weeks, « Invented moralities », Columbia University, 1995

Le féminisme en débat

CE DÉBAT au sein du mouvement féministe repose sur les acquis matériels, les transformations dans la vie quotidienne et dans l'identité des femmes et surtout sur leur entrée massive dans le monde de la culture. Cela a certainement fourni au féminisme des instruments sophistiqués, lui permettant de sortir définitivement du stade de la subculture fragile — même s'il n'a pas produit dans les différentes disciplines les « *ruptures épistémologiques* » pronostiquées par le psychanalyste Erikson.

Certaines ont appelé le féminisme de ces derniers vingt ans, non sans humour, « le féminisme des professeurs universitaires », par analogie avec la formule du « *marxisme des professeurs universitaires* » utilisée naguère par Debray. Contrairement au marxisme, qui se réfère à un mouvement structuré — bien que différencié — la théorie féministe repose sur une réalité politique fragmentée et souvent marginale, même si elle a toujours existé.

En Italie, après les grandes mobilisations des années 70, la théorie féministe a continué à vivre dans un grand nombre de revues, d'associations, de centres et de collectifs avec des discours et des codes semblables. Elle a eu une influence notoire sur les femmes de gauche, surtout parmi les intellectuelles. Pour les marxistes, son intérêt consistait tout d'abord dans le fait que le mouvement des femmes est l'autre sujet politique — avec le mouvement ouvrier — qui s'est donné une véritable théorie, construite avec les instruments les plus sophistiqués de la culture, notamment de la psychanalyse, mais aussi de la philosophie, de la sémiotique, de la linguistique, de la sociologie, de l'anthropologie, etc. Bien qu'elles contiennent d'inévitables aspects mythiques — comme n'importe quel autre projet de libération et de changement — les constructions intellectuelles féministes représentent une contribution à la compréhension de la logique des relations humaines dont un marxisme vivant pourrait se servir utilement.

Le débat s'est développé à partir des années 70 dans diverses directions, selon les compétences des intellectuelles qui en ont été les protagonistes. C'est ainsi que certaines ont développé une analyse économique et sociale démontrant l'impossibilité de comprendre les modes et les rapports de production et les dynamiques de classes sans tenir compte du rôle des femmes dans les tâches de reproduction ainsi que de la fonction de la relation de pouvoir entre homme et femme.

Cependant la discussion la plus ample et la plus intéressante — à laquelle toutes les autres se réfèrent d'une façon ou d'une autre — concerne le thème de la subjectivité.

Si on compare ce débat avec le débat marxiste, on s'aperçoit d'une étrange asymétrie. Pour les marxistes, la théorie a été en même temps l'analyse de la réalité objective, des mécanismes économiques, des dynamiques sociales, des phénomènes politiques et l'analyse du sujet, de la conscience de classe, de l'avant-garde, du parti.

La théorie féministe, par contre, a connu un développement hypertrophique du second aspect l'analyse du sujet. Il ne s'agit ici ni d'un hasard ni d'une confirmation des stéréotypes différencialistes (homme= objectivité ; femme = subjectivité) mais de l'exigence évidente des femmes de se connaître elles-mêmes, exigence due au caractère particulier de l'oppression qu'elles ont subie, qui a(vait) une forte composante idéologique et qui marquait fortement l'identité des femmes. Si, dans tout processus de libération, le changement des conditions matérielles de vie s'accompagne nécessairement d'une critique de l'idéologie dominante, pour les femmes cette critique est en dernière analyse une critique de la soi-disant identité féminine.

La subjectivité et l'identité sont deux concepts étroitement liés : un sujet possède nécessairement une identité qu'il subit ou qu'il construit pour soi. Le débat sur la subjectivité a creusé au fond la question, avec l'aide de la psychanalyse. Le féminisme a tellement subi le charme de cette dernière qu'on peut dire, sans trop exagérer, qu'il s'est agi dans ces dernières décennies d'un mouvement politique qui a emprunté la psychanalyse comme idéologie. Si la théorie marxiste se redressait de nouveau, elle ne pourrait certainement pas ignorer cette discussion, dont la formation de la subjectivité individuelle et collective,

Dans les dernières décennies un débat intéressant s'est développé au sein du féminisme, peu connu des marxistes pour deux désolantes raisons. La première est que la gauche a toujours été disposée à accueillir les protestations, les revendications, les mouvements, les luttes des femmes, mais beaucoup moins à comprendre ce qu'elles pensent, disent et écrivent. La deuxième est que le débat marxiste aujourd'hui est presque inexistant et donc par conséquent le marxisme est incapable de se confronter avec d'autres théories.

Par
Lidia Cirillo

personnelle et politique, émerge comme un processus bien plus complexe, précaire et ambivalent, que celui théorisé par la culture marxiste.

La discussion sur la différence a été en premier lieu une discussion sur la subjectivité — même si elle n'était souvent pas exprimée dans ces termes. L'adoption de la différence comme paradigme politique par au moins une large partie du féminisme remonte au début des années 70 et est liée aux suggestions du mouvement des Noirs, au retour du nationalisme sous la forme du nationalisme des opprimés, à Fanon, à la négritude, à Malcolm X, etc.

Toutefois, dans une certaine mesure, elle correspond à une exigence spécifique des femmes, ou mieux d'un secteur des femmes, émancipées et en général politisées, pour lesquelles les problèmes matériels et d'exclusion des espaces publics étaient désormais résolus. Ces femmes effectuaient à l'aide d'une réflexion théorique un mouvement opposé à celui qui essaye de forcer l'entrée dans les lieux qui lui sont interdit.

C'est-à-dire elles effectuaient un mouvement d'éloignement, de prise de distance qui allait de pair, dans plusieurs cas, avec la construction de subjectivités politiques autonomes par rapport aux autres mouvements et aux organisations politiques dans lesquelles les hommes représentaient la majorité et la direction. Le même mouvement de prise de distance et de différentiation caractérise d'ailleurs la dynamique de construction de l'individu, homme ou femme, qui devient sujet à travers la conscience d'un autre être, différent de la personne qui le soigne, presque toujours la mère.

Une dynamique analogue est évidente aussi dans la construction des sujets collectifs. Chaque fois qu'un groupe humain s'est donné des objectifs communs (ou a cru en avoir), il a effectué parallèlement un travail de coupure, de séparation, de rupture avec le reste du monde, et de rassemblement des individus ou des sous-groupes qui le composaient. L'identité nationale est particulièrement significative de ce point de vue.

Le féminisme a parlé de subjectivité en termes impropres (mais aussi, comme on verra, en termes propres) tout d'abord parce qu'il en a parlé avec des schémas hérités du nationalisme européen du début du 19e siècle, y compris la polémique contre l'égalité, vue comme aplatissement et homologation. Ses schémas ont ensuite été empruntés aux révolutions anti-coloniales, soit à cause de la médiation de la part des intellectuels de formation occidentale, soit à cause de leur dimension anthropologique. Chaque sujet a une identité, néanmoins toutes les identités ne se construisent pas par différence l'une à l'autre. Dans le mouvement ouvrier également se sont posés des problèmes d'identité, que le marxisme n'a pas résolus par la valorisation de ce qui distinguait les classes subalternes. Ceci a été fait par contre par d'autres mouvements sociaux plus primitifs, qui ont fait de leur pauvreté et leur modestie une revendication contre l'injustice. La valorisation de la culture propre, de l'histoire propre, de la spécificité propre — réelle ou supposée — est typique des nationalismes et a constitué pour le féminisme une trappe mortelle. Cette démarche n'a pas été uniquement le fruit de suggestions externes.

Dans un langage plus compliqué et plus cultivé, avec plus de connaissances en la matière, le féminisme a répété une vieille polémique qui l'a constamment divisé : valorisation ou critique de la différence de genre (dans le sens de « gender » en anglais). Il est normal que la revendication des rôles et des droits a été souvent accompagnée d'une tactique de valorisation des foncions et des compétences féminines : les femmes exigeaient des droits en tant que mères de soldats ou mères tout court ; des postes de travail dans le secteur public au nom de leur capacité d'éducatrices et d'administratrices....

Toutefois, et déjà depuis la fin du siècle passé, des voix se sont levées pour inviter les femmes à ne pas utiliser les *« virtus féminines »* qui auraient eu comme principal effet d'enfermer davantage les femmes dans une féminité normative et marginalisante.

Ce qu'on appelle en Europe le féminisme radical (tandis qu'aux États-Unis ce nom appartient au différentialisme) s'est distingué au cours du 20e siècle par une critique non seulement des affirmations misogynes mais aussi des images très flattantes de la féminité. Jacques Derrida et Julia Kristeva ont affirmé que ce que les femmes peuvent faire de mieux pour elles-mêmes c'est de nier toujours toute identité et toute affirmation qui les concerne. Avec cette idée, qui peut sembler bizarre, ils font simplement un bilan du féminisme, entendu non seulement comme bataille politique des femmes pour leurs propres droits mais aussi comme critique de l'idéologie de la relation entre homme et femme. Ce qui nous empêche d'accepter le bien-fondé de cette affirmation est qu'elle ne concerne pas seulement le présent mais implique une impossibilité permanente pour les femmes d'avoir un langage sexué, d'être sujet, de parler pour elles-mêmes. Le différentialisme, qui a souvent refusé — et pas par hasard — de s'appeler féminisme, a travaillé dans le sens de reconfirmer, l'un après l'autre, tous les stéréotypes sur la féminité : la femme est mère, portée à la domesticité, plus capable de relations et de soins, elle est non rationnelle, contradictoire, subjective, intuitive, elle est nature, matière, pensée faible...

Comment cette démarche a-t-elle vu le jour ? La réponse est simple : il s'est créé un contexte politique et culturel dans lequel des secteurs de femmes ont pu considérer plus utile la valorisation et non la critique de la différence-identité. Un rôle important dans cette évaluation a été le caractère académique de ce féminisme, qui a dû se confronter avec des disciplines et des tendances (l'anthropologie structurelle, la psychanalyse freudienne et lacanienne) peu perméables à la relativisation et à l'historicisation de la relation homme- femme.

C'est dans le cadre de l'idéologie militariste dominante en Europe que certaines femmes à la fin du 19e siècle ont exigé des droits en tant que mères de soldats. En fin de compte, ceci ne diffère pas tellement de la logique des femmes universitaires qui revendiquent des espaces professionnels en mettant en avant l'étrangeté des femmes par rapport à la Raison, dans une époque où le prestige de la Lumière est arrivé à son minimum historique. Une deuxième raison nous oblige à dire que la discussion sur la subjectivité a été exprimée dans des termes impropres. D'une part les théoriciennes féministes qui ont porté leur attention sur le sujet, ont été obligées d'utiliser des instruments culturels qui parlent de la mort du sujet, son décentrement, sa division, sa déconstruction, sa fragmentation, etc. D'autre part il est difficile pour elles d'inventer des théories différentes de celles qui dominent le milieu universitaire. Tout d'abord parce qu'y entrer et faire carrière dépend presque toujours de

la capacité de s'adapter ; ensuite parce que les discours sur les mésaventures du sujet, malgré leurs graves limites, ont de toute façon une certaine puissance descriptive.

Nous pouvons nous demander si c'est seulement par hasard que la remise en cause théorique du sujet a commencé seulement après le 20e congrès du PCUS et a continué pendant la deuxième moitié du siècle, parallèlement aux difficultés réelles du mouvement ouvrier international, le seul sujet potentiellement en mesure de modifier le cours de l'histoire.

Au cours de tout ce débat le féminisme identitaire a aussi été fortement critiqué et aux États-Unis, où le différentialisme a vu le jour, la théorie féministe a fait un tour de 360 dégrés pour de nouveau revenir aux positions des années 70 (Betty Friedan, Kate Millet) selon lesquelles la différence sexuelle est une construction idéologique. Ce qui ne veut pas dire naturellement que le sexe n'ait rien à voir avec le genre ; cela veut dire simplement que le sexe est toujours situé dans un contexte historique et culturel, et que prétendre dire ce qui appartient spécifiquement à un sexe plutôt qu'à l'autre, au delà de tout contexte, signifie seulement s'enfoncer dans une métaphysique des sexes, nécessairement misogyne.

La critique faite à feu le féminisme identitaire a souvent pris la forme d'une critique des attributions du sujet : illusoires parce que le sujet même est illusoire. On pourrait dire en plaisantant (mais pas trop) qu'on se trouve devant l'énième méchanceté des hommes par rapport aux femmes. Quand elles ont eu besoin de parler de subjectivité, les hommes les ont privé des instruments pour le faire — ce qu'ils peuvent encore se permettre en ayant derrière eux des milleniums de monopole de la culture.

Toutefois le résultat de cet état des choses ne se réduit pas seulement à l'utilisation impropre du langage dans l'élaboration féministe. L'effet principal a été la reprise, dans la théorie féministe, d'une discussion sur le sujet, et d'une conscience que ceci était le thème à l'ordre du jour. Et donc, dans un certain sens, une renaissance théorique du sujet, bien qu'initiale, parce que celle ou celui qui a une exigence pratique finit tôt ou tard par trouver les mots pour l'exprimer. On a parlé d'identité, qui est le biais par lequel les individus, hommes et femmes, se présentent et sont perçus dans le monde, de son caractère stratégique d'adaptation au milieu, de sa plus grande proximité à l'inconscient qu'à la notion de conscience. On a parlé du rôle de l'expérience dans la subjectivité et du double sens du terme sujet, celui d'assujettissement à certaines contraintes sociales et celui de capacité d'autodétermination et d'autodéfense. On a essayé de comprendre les phénomènes qui multiplient — mais aussi qui séparent et fragmentent — les sujets qui demandent d'être reconnus politiquement : des lesbiennes aux femmes de couleur ou au sujet transsexuel.

Les textes à lire pour celles et ceux qui commencent à s'intéresser à la question pourraient être ceux qu'on cite en bas de la page. (1)

Cependant, la lecture de ces livres, et de beaucoup d'autres textes produits par un débat qui a donné lieu à des tonnes de littérature, pourrait décevoir et donner l'impression qu'on parle d'autre chose que de ce qui a plus immédiatement à voir avec la politique. Plusieurs intellectuelles intervenues dans la discussion sont des psychanalystes ou des philosophes et le sujet dont elles parlent est plus souvent un sujet individuel que collectif ou politique, bien qu'il existe naturellement un lien étroit entre les deux. Le problème est que les marxistes devraient être en mesure de sélectionner, traduire, redéfinir les thèmes selon les exigences spécifiques de la politique.

De ce point de vue en Italie l'échec a été total : pendant plusieurs années les femmes de gauche, y compris les révolutionnaires, n'ont recueilli de ce débat que quelques déchets idéologiques ; actuellement elles tendent plutôt à le laisser tomber comme un jouet trop difficile a manipuler.

C'est ainsi, que pour aider à comprendre ces débats féministes, et pour contrer cette tendance, nous féministes et marxistes, engagées dans la Rifondazione comunista et/ou dans le mouvement autonome des femmes, avons fait naître, il y a cinq ans, les Quaderni Viola (Cahiers violets) dont nous avons publié jusqu'ici 4 numéros :

- « Meglio Orfane (Mieux orphelines). pour une critique féministe à la philosophie de la différence » ;
- « Donne e Rifondazione (Femmes et Refondation). Considérations inactuelles pour un texte de thèses d'un congrès de femmes », — « Maria e il Mago (Marie et le magicien). C'est-à-dire les leçons italiennes : actes d'une conférence de femmes sur la crise de la gauche et la montée de la droite en Italie » ;
- « E l'ultima chiuda la porta (que la dernière ferme la porte). L'importance de s'appeler lesbiennes ».

D'ici peu sortira : « Lettera alle Romane (Lettre aux Romaines). Le féminisme raconté aux communistes : différence, identité et distance; mères symboliques cosmolingues ; essentialisme, post structuralisme et postmodernité ; genre et genres, lesbianisme et passing, théorie queer, nomades et permanentes, mort du sujet et agonie du patriarcat. » ■

1) (The Reproduction of Mothering (1978) de Nancy Chodorow et la biographie du prix Nobel Barbara McClintock (1983) de Evelyn Fox Keller, et de la même auteure les essais recueillis sous le titre Reflections on Gender and Science, la lettre de Luce Irigaray aux Messieurs Psychanalystes - non pas pour ce qu'elle dit mais comme document des conflits entre féminisme et psychanalyse officielle; Women can never be defined de Julia Kristeva, Femminismo culturale e poststrutturalismo de Linda Alcoff, Alice doesn't et Technologies of Gender de Teresa De Lauretis, Interpreting Gender de Linda Nicholson, Soggetto nomade de Rosi Braidotti, The Straight Mind de Monique Wittig, Il genere: un utile categoria di analisi storica deJoan Scott, L'une est l'autre d'Elisabeth Badinter, Passing de Anna Camaiti Horstet, Simians, Cyborgs and Women de Donna Haraway.)

Femmes, Féminisme et islamisme

La question des femmes et de l'islamisme est emblématique à plusieurs titres. D'abord parce que c'est bien autour du rôle social de la femme, de sa sexualité et de son corps que s'articule une grande partie du discours islamiste. Ensuite parce que c'est à travers les femmes que ce courant a acquis une visibilité politique. Enfin parce que la question des « droits des femmes » a été instrumentalisée par des régimes autoritaires pour légitimer leur guerre ouverte contre l'islamisme, régimes dont l'engagement féministe est plus que douteux. Dans ce contexte propice à toutes les ambiguités et toutes les récupérations, formuler un positionnement féministe et révolutionnaire n'a rien d'évident. Cet article ne vise évidemment pas à proposer des réponses élaborées et cohérentes, mais à montrer qu'on sous-estime souvent la complexité des problèmes et des solutions.

Par
Luiza Toscane
et Nadia Tlili

LA MATRICE fondatrice du discours islamiste sur les femmes ne varie guère. La libération des femmes est dénoncée comme étant une notion à la fois occidentale, juive, chrétienne et communiste ; les islamistes considèrent que les soi-disant droits des femmes sont une attaque contre l'Oumma (communauté des croyants), qui par principe proscrit les luttes entre croyants, donc entre les sexes. Comme chacun le sait, ils prônent l'instauration ou le respect de la polygamie, le droit de répudiation pour l'homme ainsi que son droit de tutelle sur la femme qui lui doit obéissance, le droit exclusif pour un musulman d'épouser une non-musulmane parmi les « gens du livre », l'équivalence entre un homme et deux femmes pour ce qui concerne l'héritage et le témoignage, le droit de l'homme de corriger sa femme, y compris en la battant, l'obligation du port du voile par les femmes...

Le discours islamiste lie le salut des femmes, ainsi d'ailleurs que la résolution de tous les problèmes, à l'établissement d'un système islamique basé sur l'application de la Chari'a (Coran et tradition « Sunna ») et de la tradition des compagnons proches du prophètes — celle des quatre premiers Califes car « ils sont les plus proches du temps du Prophète et sont ceux qui connaissent le mieux les lois » (selon l'expression de H. Al Banna fondateur des Frères musulmans en Egypte).

Pour justifier la discrimination entre les sexes Sayyid Qotb, un autre grand dirigeant islamiste égyptien affirme que « l'égalité de la femme avec l'homme est totale du point de vue de (l'appartenance) à l'espèce (humaine) et des droits humains. La distinction n'est instituée qu'au regard des considérations relatives aux possibilités, à l'expérience et à la considération (...) Là où ils diffèrent en quoi que ce soit, l'inégalité doit être en conséquence » (S. Qotb : La justice sociale dans l'islam)

Par leur discours misogyne, qui mène pratiquement à l'apologie de la frustration sexuelle (en érigeant la non-mixité en vertu dans des sociétés où la mixité était parfois à peine tolérée), les islamistes entrent en résonance avec les sociétés patriarcales et les pouvoirs réactionnaires qui les ont enfantés. Ils renforcent des valeurs sociales propices à la discrimination et à l'oppression sexuelles.

Néanmoins, cette matrice commune avait besoin d'un discours idéologique actualisé pour s'articuler aux pratiques et à la réalité sociale des pays musulmans de la fin du XX^{e} siècle. Les islamistes sont passés de l'état de cercles masculins travaillant de façon confidentielle et propagandiste à l'intérieur des mosquées, à des mouvements politiques de masse. Cela les a contraints à affiner leur doctrine et leur pratique à l'égard de la place des femmes dans la société et la politique. Le contexte régional a également imprégné certains d'entre eux. Incontestablement l'écho de la participation des femmes à la révolution iranienne, peut-être historiquement la plus massive implication de femmes dans un processus révolutionnaire, et leur rôle central dans l'Intifada palestinienne, retransmise par toutes les chaînes de télévision d'Asie et d'Afrique, ont contribué à forger une image de la « combattante musulmane idéale » assez éloignée de la figure de la femme au foyer soumise et effacée.

Ainsi la réalité de la lutte politique a amené certains mouvements islamistes à arrondir leurs positions et leurs pratiques en fonction de leurs expériences et des influences subies. Il n'existe donc pas aujourd'hui « un » discours islamiste sur la question des femmes, mais autant d'attitudes que de situation concrètes. Bien qu'ils prônent tous un mythique retour aux sources, la traduction séculière qu'ils en font est tributaire de leur réalité sociale concrète. Il y a plus que des nuances entre, par exemple, un FIS qui déclare qu'« elle (la femme) a quitté son domicile et abandonne l'éducation de ses enfants, elle a concurrencé l'homme au travail et dans tous les domaines, elle a refusé d'être entretenue par lui et s'est libérée de toutes ses caractéristiques féminines. Les maisons ressemblent à des déserts ou à de vieilles ruines, les enfants sont devenus comme des orphelins, la pudeur et la chasteté ont disparu. La société est ébranlée et

1) El-Mounqid, Hebdomadaire du Front islamique de salut, extrait cité par M. Al-Ahnaf, B.Botiveau, F.Fregosi, 1991, L'Algérie par ses islamistes, Paris.

tout se débride. » (1) ; et un Rached Ghanouchi, dirigeant des islamistes tunisiens, qui déclare « Comment voulez qu'une société progresse, se redresse et affronte ses ennemis si le rôle de sa moitié, les femmes, est quasiment confiné dans les affaires vestimentaires, les meubles, la nourriture et les enfants » (2)

Le contraste est aussi flagrant entre le traitement moyenâgeux infligé aux femmes par les talibans afghans et le rôle politique d'une Faezeh Hachemi (la fille de l'ex-président de la République Rafsandjani) dans l'Iran des Ayatollahs.

L'explication qui consisterait à incomber ces attitudes contrastées au double discours machiavélique des courants islamistes n'est pas suffisante.

L'islamisme, tout en se basant sur un socle commun (la Chari'a) dont on a rappelé les prescriptions tournées contre les femmes, est néanmoins pluriel. Il est pluriel dans son rapport aux institutions, dans son rapport à la violence, et dans le rôle qu'il attribue aux femmes.

L'islamisme réfute toute velléité d'émancipation des femmes; toutefois en tant que force politique il est contraint d'entretenir une relation dialectique avec la société dans laquelle il agit. Car comme toute expression politique, l'islamisme est conditionné également par le rapport de forces, l'histoire de la lutte de classes, les traditions démocratiques, les contre-pouvoirs, le degré d'émancipation ou d'oppression des femmes auxquelles il s'adresse ... bref par les conditions objectives et subjectives qui président à sa naissance et à son développement.

Un exemple éloquent est à cet égard la Tunisie. Avec ses milliers de militants emprisonnés depuis 1991, le Parti d'El Nahda (Parti de la renaissance) ne peut plus se passer de l'activité de milliers de « sœurs » dans tous les sens du terme, épouses, mères, voisines, filles, qui sont mises à contribution. Organisation de réseaux de solidarité avec les prisonniers, défense juridique (l'un des principaux avocats des islamistes était une femme islamiste), témoignages, conférences de presse, prises de positions publiques, participation aux instances de direction, les femmes font de la politique et sont à leur tour réprimées en tant qu'actrices politiques. Cette adaptation des islamistes au contexte de la répression ne va évidemment pas jusqu'à leur faire reconnaître aux femmes le droit de s'auto-organiser, ou de revendiquer l'égalité des droits. Il n'en demeure pas moins que désormais les femmes de ce parti ne sont plus visibles seulement par leur port passif du voile (d'autant qu'elles sont contraintes par la répression de l'enlever), mais surtout par leur rôle crucial dans l'action politique face à la répression policière. Elles écornent par là même les tabous patriarcaux et bouleversent certaines traditions.

Ainsi, paradoxalement, l'islamisme, à mesure qu'il se politise, et tant qu'il ne recourt pas à la violence terroriste ou militaire, met la femme au premier plan (Turquie, Iran, Tunisie, etc.) et tolère sa participation active aux manifestation politiques.

Ces nuances réelles entre les islamistes ne visent pas à établir on ne sait quelle distinction entre les bons et les mauvais islamistes. Il s'agit de saisir une réalité souvent occultée par des visions sommaires peu informées, à savoir que la montée de l'islamisme est traversée par deux dynamiques contradictoires. D'abord un retour au statut traditionnel de la femme, mais également une remise en cause du profil de la femme musulmane mère au foyer et passive, au profit de la femme certes obéissante mais active et impliquée dans les mouvements collectifs. Même encadrée par une idéologie réactionnaire et oppressive, cette « ouverture » des femmes islamistes rend la bataille contre l'islamisme encore plus complexe, car elle en fait des sujets actifs de leur propre asservissement à la Chari'a, et leur fournit par là-même des compensations symboliques qui renforcent leur adhésion à l'idéologie. Certaines lectures féministes de l'islamisme préfèrent ne pas s'encombrer de telles subtilités, mais leur prise en compte permet de mieux appréhender le phénomène islamiste et sa capacité d'adaptation et de séduction, donc de mieux lutter contre lui.

Mais pourquoi s'engagent-elles ?

L'engagement volontaire des femmes dans le mouvement islamiste surprend souvent, surtout qu'elles sont généralement jeunes, instruites et citadines, et qu'elles peuvent se révéler dans certains cas des militantes actives et zélées. Comment peut-on comprendre leur adhésion à un mouvement social et politique oppresseur ?

L'explication consiste souvent à mettre en avant la manipulation instrumentalisée des souffrances des femmes au profit d'un projet rétrograde. Toutefois, on ne peut se contenter de considérer qu'elles se laissent berner par un discours métaphysique et rassurant uniquement parce qu'elles sont usées par les conditions inhumaines que leur réserve la société capitaliste et patriarcale. Les femmes islamistes sont certes des victimes de l'idéologie réactionnaire islamiste. Mais il s'agit de victimes actives qui trouvent leur compte et se réalisent un tant soit peu à travers leur engagement.

Ainsi décoder le symbolisme du port du voile permet de saisir l'aspect contradictoire de cette adhésion. Les militantes islamistes s'inscrivent bel et bien dans une démarche fondamentaliste religieuse en acceptant de porter le voile. Elles intériorisent par ce geste l'idée que leur sexualité doit être contrôlée par la société, que leur comportement est une chose publique, que leur corps est une menace permanente pour l'ordre social. Porter le voile c'est accepter de se cacher des regards en tant qu'objet sexuel, c'est accepter les frontières entre les sexes telles qu'elles sont définies par un ordre moral qui culpabilise les femmes et les minorise.

Mais, paradoxalement, quand la parole est donnée aux intéressées, elles évoquent des motivations toutes différentes à leur geste, auxquelles elles semblent accorder davantage d'importance. Plusieurs enquêtes à se sujet ont été faites que se soit dans la banlieue parisienne, en Turquie, en Algérie, etc. qui jettent une lumière sur la dualité du symbole. D'abord il est important de saisir que pour ces femmes l'adhésion à l'islamisme n'est pas vécue comme un retour à l'islam traditionnel des mères et des confréries. Voilées (et non pas avec un haïk ou un sefséri ou autre fichu traditionnel comme leur mère), elles revendiquent un nouvel islam : un islam instruit « scientifique », militant et en rupture avec sa traduction maraboutique. Leur choix les met souvent en porte-à-faux avec leur milieu familial, et les pousse à se présenter comme un nouveau modèle à suivre.

De surcroît elles vivent le port du voile comme un symbole de révolte contre le monde occidental « dépravé », agressif et sans spiritualité. Ce monde qui repousse et attire à la fois : attire par son abondance, ses normes de consommation, sa maîtrise de la technologie mais repousse également par son agressivité, sa supériorité arrogante, son racisme et son soutien constant aux régimes locaux qui sont perçus comme la cause de tous les malheurs. Se voiler, pour elles, c'est donc affirmer une

2) Hiuwarat, Rached El Ghanouchi, Khalil Media Service, London, 1992.

identité, un besoin d'appartenance à une communauté spécifique qui contrôle ses propres codes et bâtit sa propre identité.

Plus encore : de façon peut-être paradoxale, cet engagement permet également de desserrer dans une certaine mesure le contrôle familial. Afficher ses convictions religieuses permet selon ces femmes d'échapper au regard de l'homme, de s'imposer en tant qu'être pensant et d'imposer le respect. C'est cet aspect qui pousse Hakiki-Talahite à affirmer que : « par le hidjab, la femme affirme que sa soumission à Dieu prime sur sa soumission à l'homme » (3). Le voile permet d'adopter une stratégie individuelle de négociation de la participation à la vie publique et privée. Pour les militantes parmi elles, cette identité islamiste peut même être un appui à l'action sociale.

Ainsi, et contrairement à une lecture européo-centriste, en dernière analyse misogyne, les femmes islamistes ne sont pas des créatures passives, soumises au bon vouloir des égorgeurs. Mais ce sont des êtres combatifs qui pensent. Elles ne se trompent pas de révolte mais de solution.

Le débat passionnel qui — en France notamment— a souvent accompagné la question du voile, a sous-estimé ces motivations. Au nom de la lutte contre l'islamisme on a cautionné le renvoi des filles de l'école ou des femmes de leur travail, les privant par là même des seuls lieux possibles pour une éventuelle émancipation.

Malheureusement, ici comme là-bas, les féministes ont souvent été incapables d'entrer en résonance avec la révolte qui anime les femmes islamistes. Elles n'ont jamais su trouver ni les mots ni la politique adéquats pour peser vers une collectivisation de ces stratégies individuelles, et une autonomisation. Au Maghreb où le féminisme radical (au sens social) a vu le jour dès le début des années 80, les féministes ne se sont jamais préoccupées des questions identitaires ou nationales ; ainsi en Algérie seule l'identité berbère a été prise en compte. Le féminisme a toujours mis exclusivement l'accent sur ses attributs universalistes, et est apparu pour des milliers de femmes comme un produit importé.

Comment s'adresser à ces femmes ?

Comment faire pour les détacher de l'islamisme et les convaincre du danger d'une utopie qui se réalisera entre autres par elles mais surtout contre elles ? Comment faire pour se saisir de leyr révolte et de leur souffrance et les canaliser dans une direction émancipatrice, démocratique et laïque ?

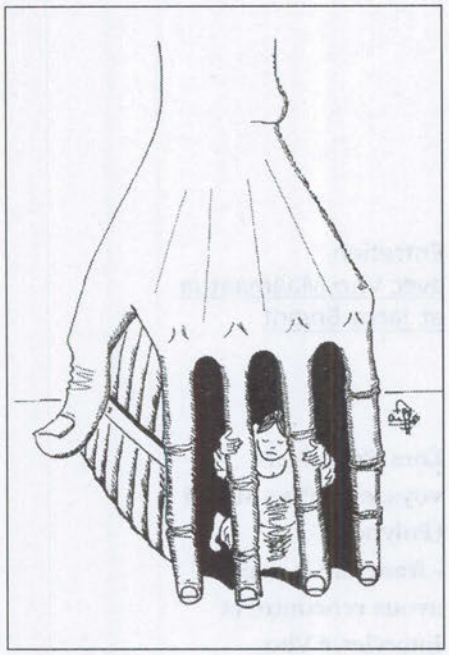
La dénonciation de l'idéologie islamiste réactionnaire, la bataille pour l'abrogation des codes du statut personnel inspirés de la Chari'a, la lutte pour l'égalité, etc. sont des axes bien évidemment nécessaires, mais insuffisants. Il faut s'adresser aux femmes islamistes et pousser les contradictions au sein de leur courant qui, tout en les minorisant dans leur projet, sait s'adapter aux circonstances pour leur confier des tâches non prévues par le dogme.

Malheureusement, les situations contrastées des pays où l'islamisme connaît une recrudescence n'offrent que des anti-modèles de démarche à suivre envers les femmes islamistes.

Le premier est certainement celui de plusieurs féministes, à l'instar de la marocaine Fatima Mernissi qui, pour instaurer l'égalité des sexes, appellent à ne « pas mutiler le passé arabo-islamique » mais le « trier pour se le réapproprier ». Elles considèrent que le projet idéal du prophète Mohamet prônait une cité religieuse mais démocratique à laquelle devaient participer hommes et femmes. Cette démarche tente par conséquent de concurrencer les islamistes sur leur terrain, et de présenter une laborieuse exégèse « démocratique » du retour à « l'âge d'or » (4). Cette démarche glissante a souvent été exploitée pour tourner le dos à la revendication de la laïcité et par conséquent à toute perspective émancipatrice.

L'autre contre-exemple, assez répandu ailleurs également, est celui de la Tunisie. Dans ce pays où plusieurs milliers de femmes ont été arrêtées depuis 1991 (selon Amnesty International) à cause de leur appartenance au Parti el Nahda ou leur lien de parenté avec des islamistes, le mouvement féministe laïque ne les a jamais défendues, alors qu'il avait fait de la dénonciation de la violence une de ses campagnes centrales. Des milliers de femmes subissent le harcèlement policier au quotidien parce qu'elles sont femmes et vulnérables dans une société patriarcale et oppressive comme celle de la Tunisie, et pourtant cette douleur et cette forme d'oppression politique spécifique n'émeut même pas les féministes.

L'islamisme pose aujourd'hui à tous et à toutes des questions qu'on ne peut pas résoudre en paraphrasant à l'infini la rhétorique auto-proclamée démocrate, qu'elle se pare d'un vernis d'universalisme ou de lutte de classe. L'islamisme est un ennemi



de taille d'abord parce qu'il puise ses références dans un patrimoine culturel enraciné dans les structures mentales et symboliques du peuple, et avili par l'impérialisme et ses chiens de garde locaux ; mais également parce que, qu'on le veuille ou non, il est vécu par des millions de gens comme un espoir de changement face à des dictatures qui ont pour certaines battu tous les records mondiaux de longévité. L'engagement des femmes dans ces courants nous pousse à comprendre, expliquer, élaborer et essayer de réélaborer nos réponses. Il s'agit d'une tâche ô combien difficile, mais nécessaire pour que le féminisme gagne son pari et devienne enfin un mouvement de mobilisation et d'émancipation des femmes par elles-mêmes. Dans les circonstances actuelles, un premier pas consisterait à défendre ces femmes contre la répression et à plaider pour une conception de la démocratie qui les intègre. ■

3) Fatiha Hakiki-Talahite, « sous le voile ... les femmes », in Les cahiers de l'Orient, n°23, troisième trimestre, Paris, 1991.
4) Fatima Mernissi, Le Harem politique, le prophète et les femmes, Editions Complexe, 1992. Paris

L'indépendance en débat

Entretien
avec Vito Maamaatua
et Jacky Bryant

Lors d'un récent voyage en Pays Maohi (Polynésie « française ») nous avons rencontré et interviewé Vito Maamaatua, responsable du Tavini Huiraatira principal parti indépendantiste, directeur de la radio indépendantiste Te Reo O Tefana et Jacky Bryant fondateur de Heiura-Les Verts, parti écologiste, indépendantiste.

Entretien avec Vito

Inprecor : Peux-tu nous présenter le Tavini, comment il s'est formé, son audience, son programme (économie, accession à l'indépendance, rapports entre les communautés...) ?

Vito Maamaatua : Le Tavini a été formé le 16 avril 1977 par un groupe de copains autour d'Oscar Temaru. Aux élections municipales de 1977, le Tavini a raté de peu la mairie. A la même époque, existait le Front uni de l'opposition qui proposait l'autonomie de gestion. Oscar a été invité à y participer, mais il a refusé, car cette proposition d'autonomie n'était pas assez forte, lui était déjà clairement pour l'indépendance. En 1983, Oscar gagne les municipales à Faa'a, cela a secoué le pays car c'était la première fois qu'un indépendantiste se proclamant comme tel était élu. En 1986, aux élections territoriales, notre parti obtient 2 sièges, en 1991, 4 et en 1996 11 sièges.

En fait, les mentalités ont beaucoup évolué, notamment chez les jeunes, chez lesquels on réveille un certain nombre de valeurs. Sur les moyens d'accession à l'indépendance, tu as le choix entre les armes et les urnes, en 1977 nous avons opté pour les armes. Le peuple Maohi est un peuple religieux, cela correspond plus à sa culture.

Au plan économique, nous tenons des ateliers. On ne peut pas entrer dans le détail aujourd'hui, il faut les tenants et les aboutissants. Pour ce qui est des grandes lignes nous travaillons sur l'agriculture, la pêche, le tourisme. Aujourd'hui, le besoin de débat est grand dans la population maintenant que le CEP (1) a fermé.

Sur les rapports entre les communautés, il faut construire le pays avec tout le monde, l'intelligence se fera avec tous. D'ailleurs, des Français rejoignent maintenant les rangs du Tavini.

Quelle analyse fais-tu de la situation actuelle en Polynésie, quelles sont les perspectives du Tavini pour les prochaines élections territoriales partielles ?

L'analyse n'est pas si simple. Le Tavini a une radio et son franc-parler. Pour toucher l'âme d'un peuple, il faut des moyens. Après les cyclones, Gaston Flosse (2) avec l'aide de l'État a eu des moyens. La zone la plus touchée (les Iles sous le vent), c'est là où vont avoir lieu les élections partielles. Le scrutin se déroulera également aux Marquises. Dans ces deux archipels, les résultats ont été annulés car le Tahoeraa (3) avait acheté les électeurs. Aujourd'hui, on parle de dissolution générale, Flosse serait demandeur. Si cette dissolution a lieu, le Tavini pense progresser, dans la mesure où nous avons bien travaillé dans la jeunesse, dans laquelle il faut avoir confiance, nous n'avons pas le choix.

Plusieurs organisations indépendantistes existent en Polynésie, est-ce que le Tavini a déjà réfléchi à l'idée d'un front du type FLNKS ?

L'objectif est de faire un front. Le problème qui se pose dans ce pays, est celui de l'influence du parti. Pour les territoriales, nous avons invité tout le monde à des primaires pour la constitution des listes. Ils ont refusé cette méthode démocratique. Seul le la Mana (4) a accepté et Jacqui Drollet a été élu à l'assemblée. Tous ceux se réclamant indépendantistes devraient venir porter le débat au sein du Tavini, c'est mon souhait.

Quels rapports entretient le Tavini avec la société civile (Syndicats, ONG...) ?

Des discussion ont lieu. Par exemple avec Hiti Tau (5), leur dirigeant, quelle place nous leur donnons, mais quelle place veulent-ils avoir ? En fait, il faut tra-

1) Centre d'Essais du Pacifique
2) Président RPR du territoire
3) Parti frère du RPR
4) Parti indépendantiste « socialiste » dont le leader est Jacqui Drollet
5) ONG Maohie

vailler avec les syndicats, les ONG en toute indépendance.

Récemment des personnalités ont adhéré au Tavini, l'une a été condamnée, est-ce que ces arrivées sont positives, comment le ressentent les militants par rapport à l'image de combattant de la corruption que s'est forgée le parti ?

Bien sûr qu'il y a des problèmes. Il y a eu un débat très large sur ces personnalités, un très bon débat. Que devait faire le Tavini, leur dire au revoir ou bien : « on vous ouvre la porte » mais en ajoutant : « votre passé c'est votre affaire » ?

Il y a eu des primaires pour les listes électorales, Alexandre (6) est arrivé troisième, l'ancien maire de Tahaa premier dans son archipel. Mais les gens se posent des questions sur leur apport, notamment chez les plus jeunes, car ils se sont mobilisés contre la corruption. Mais pour les primaires, il y avait un délai pour voter et je regrette que trop peu de jeunes se soient exprimés.

Est-ce que le Tavini pense mettre en place un journal régulier ?

Cela a toujours été l'intention du parti. Mais nous ne sommes pas d'accord sur la forme qu'il doit prendre : journal du parti auquel cas un bulletin de liaison suffit, ou bien journal grand public plus large comme l'est la radio.

Est-ce que pour toi l'arrivée de la gauche a changé quelque chose en Polynésie ?

Je pense que ça a changé dans la tête des gens, quand on a vu le RPR en Kanaky, Chirac avec les essais. « Enfin on peut respirer » pensent les gens. Dans le fond, au niveau de la gauche gouvernementale, notre lutte n'est pas à l'ordre du jour. Je fais appel à tous ses élus qu'ils se penchent sur la Polynésie, sur la décolonisation des peuples, c'est un problème d'actualité.

Quels contacts politiques entretient le Tavini dans le Pacifique, dans les autres colonies françaises, en France ? Qu'attends-tu des anticolonialistes français ?

Qu'il y ait un réel dialogue. Le Tavini a toujours dit que l'indépendance se fait à deux. La France a une grande part de responsabilité, donc une grande part de travail à faire pour l'indépendance. Dans les autres colonies, nous avons d'anciens contacts avec la Martinique, la Guadeloupe, nous n'avons pas renforcé ces liens sauf en Kanaky. C'est un tort de ne pas développer ces contacts avec les autres colonies. Pour ce qui est des anticolonialistes, nous demandons qu'ils diffusent l'information et expriment leur solidarité.

1998 est une année cruciale pour la Kanaky, quelle est ton appréciation sur la situation dans cette autre colonie française du Pacifique ?

Je pense que celui qui devait mener cette barque c'était Tjibaou. Depuis sa disparition, il y a des conflits internes au FLNKS. Ce sont nos frères de lutte, nous n'avons pas à décider pour eux. J'ai l'impression qu'ils ont un peu « baissé » les bras sur la lutte en elle-même. Ils s'occupent plus du nickel que des institutions. Les accords de Matignon ont desservi la lutte. Ils se sont embourgeoisés. Mais je leur souhaite bon courage.

Interview de Jacky

Comment s'est formé le parti Heiura-Les Verts ?

Après chaque élection, on n'existait plus. Il y avait un besoin de pérenniser cette action, donc de se structurer. C'est important d'avoir une existence pour qu'il y ait un repère dans l'esprit des gens, pour qu'ils s'intéressent à l'écologie politique en dehors des élections. Pourquoi ce nom, les Verts, c'est en terme de stratégie de communication. Heiura : Hei la couronne, les fleurs, les plantes enfilées homogènes ou hétérogènes, peu importe, c'est le fait d'être ensemble qui fait la beauté. Dans une couronne, les extrémités sont attachées, signe de cohérence, d'unité. Ura est la couleur rouge des héros légendaires des Iles sous le vent. Nous avons choisi la tortue comme emblème pour plusieurs raisons : c'est la symbolique culturelle de la Polynésie dans son ensemble, c'est un animal utilisé par les Polynésiens. C'est aussi un symbole écologiste car c'est une espèce protégée, représentative de la fragilité de l'écosystème. En aucun cas, nous ne voulions prendre comme symbole la fleur de tournesol, cela n'a aucun sens ici, et nous ne voulons pas nous plier à un quelconque « colonialisme » vert.

Quelle place comptez vous prendre sur la scène politique ?

On part de 2 % sur une circonscription, c'est à dire rien du tout, on n'a donc rien à perdre. Cela ne veut pas dire qu'il faut être démagogue, nous devons développer notre réflexion par adhésion et non par récupération des déçus du système. Nous sommes un mouvement responsable, on ne peut pas réclamer toujours plus de droits sans devoirs en échange. Les autonomistes veulent prolonger la rente atomique. Les indépendantistes disent que l'indépendance est un droit mais oublient qu'il faudra assumer des devoirs en échange. Pour eux, il y a eu des essais pendant 30 ans, donc la France doit payer 30 fois 10 milliards. Nous disons le pays est dans l'après essais mais pas dans l'après CEP car le système reste le même. Nous voulons nous détacher de cette tutelle, nous accorder avec l'État pour que la participation financière de la France soit decrescendo, sur la base de projets précis, le territoire assumant la compensation pour aller dans l'après CEP. Les moyens existent dans les banques, les assurances, les entreprises mais chez les gros porteurs. En terme de fiscalité, si on s'arrête à l'introduction de la TVA, on augmentera l'écart entre riches et pauvres. Plus de 1 000 foyers vivent avec plus d'un million de francs CFP (7) par mois, il faut toucher les grosses fortunes pour augmenter le pouvoir d'achat des plus démunis. Il faut rétablir l'équilibre entre ceux qui vivent « correctement » et le reste de la population en faisant payer les gens en fonction de leurs moyens.

Quelles sont vos différences avec les autres partis indépendantistes, et notamment le Tavini ?

Pour Heiura, la finalité n'est pas d'être indépendant. L'indépendance est un outil pour retrouver la dignité, qui elle est une

6) Alexandre Leontieff, ancien président du territoire ex-Tahoeraa, condamné pour corruption

7) 1 FF = 18.18 CFP7) 1 FF = 18.18 CFP

Local du Parti indépendantiste à Hualine

finalité. Ce n'est pas non plus un préalable pour retrouver cette dignité. Il y a des moyens pour le faire (ONG, syndicats...) autres que l'institution qui elle aussi est un moyen. Ce n'est pas parce que nous aurons l'indépendance que nous aurons la dignité, qui se conquiert tous les jours. C'est un discours difficile à faire passer car le Tavini fait croire, notamment aux jeunes, qu'avec l'indépendance ils auront tout, c'est une exploitation démagogique. Une autre différence est notre prise en compte de l'écologie politique. Plus personne ne peut en faire abstraction, le temps va nous donner raison, le niveau des océans qui monte, préoccupant pour certaines îles, les problèmes de circulation à Papeete, la question des déchets où il ne suffit pas de s'occuper de l'enfouissement mais plutôt de s'attaquer au mode de consommation. Il faut valoriser, recycler les déchets mais aussi modifier le comportement des consommateurs en intervenant sur les industriels. Cette préoccupation nous différencie des autres partis. La troisième différence est sur la question de la moralisation de la vie publique. Le Tavini a beaucoup fait sur ce sujet notamment en organisant des manifestations pour dénoncer la justice colonialiste. Mais ce qui est choquant c'est qu'aujourd'hui il sert de vivier à des personnes qu'il dénonçait, en leur donnant des postes de responsabilité, c'est une perte de crédibilité. Enfin, notre dernière différence est que nous sommes pour une régionalisation forte. Ces régions auront de véritables pouvoirs en matière fiscale, économique, sociale. Les élus doivent rendre des comptes à leurs électeurs. Aujourd'hui, tout le monde est à Papeete, tout s'y décide, un élu marquisien va décider pour Bora-Bora, les élus de Tahiti pour les Tuamotu, ça marche sur la tête. Il faut revitaliser les îles, éviter la désertification, créer des pôles économiques. Nous sommes contre la centralisation à la différence du Tavini. Nous avons d'ailleurs désigné un porte-parole par archipel, c'est une manière de démocratiser le parti alors que chez les autres le président confisque la parole.

Penses-tu toujours à cette perspective d'un front indépendantiste ?

On n'a pas le monopole, on est prêt à s'ouvrir, mais il est difficile de faire liste commune vu les problèmes de moralisation de la vie publique. On ne veut pas se faire phagocyter. On se positionne, mais en aucun cas on ne veut arrondir les angles pour avoir un siège, on a le temps, le Tahoeraa est peut être encore là pour 20 ans. Le front indépendantiste est une démarche, avoir l'intelligence de réunir des gens différents comme en Kanaky. Cela ne veut pas dire s'allier à n'importe quel prix, nous serons intransigeants sur l'écologie, la moralisation de la vie publique. Nous voulons créer un rapport de forces par les idées, en aucun cas être un groupuscule du Tavini.

Quelle analyse fais-tu de la situation sociale et politique ?

Il y a quelque chose de paradoxal, cette situation relève d'une alchimie un peu malicieuse. On a une présence qui donne un poids à la France dans le Pacifique. Pour des raisons géostratégiques, elle ne veut pas nous lâcher comme d'ailleurs la Kanaky, car il y aurait des possibilités de « miracle économique ». En fait c'est une logique gaullienne qui est une conduite permanente aussi bien avec la gauche qu'avec la droite. On a un État comateux, suroxygéné par des transferts financiers. La France a pérennisé sa présence sur la classe Demis (métis) qui maîtrise le français, porte ouverte à la réussite sociale. La France les a choyés, en les plaçant dans une situation de tampon entre la population autochtone et les autorités coloniales. Tant que cette classe sera tenue par le ventre, on aura toutes les difficultés à s'en sortir, la France ayant les moyens d'entretenir sa danseuse. Encore une fois, les Demis sont la classe moyenne, voire des nantis. Pour ne pas être exclus, il faut maîtriser le français. Au départ être Demis se faisait par le sang, le métissage ; aujourd'hui est introduit en plus un rapport à l'argent. Un métis peut ne pas être un Demis avec cette nouvelle « définition ». Ici ça n'éclatera pas comme en Kanaky, à cause justement de cette classe de petits bourgeois, une révolution bouleversant le système ne me semble pas possible. Le Tavini l'a fait croire par démagogie. S'il le voulait il mettrait en place un gouvernement provisoire, et puis quand on voit ses nouvelles recrues...

L'arrivée de la gauche a-t-elle changé quelque chose en Polynésie ?

Ils ont tenu un discours, notamment sur les fonds publics. Cela n'entrera dans la réalité que si la France contrôle les dépenses faites en Polynésie ce serait un bon point. Mais il faut surtout que Jospin remette en cause cette conduite gaullienne sinon ce ne sera que « toilettage ». Va-t-elle la réviser puisqu'en fait elle ne veut pas sortir du Pacifique, on peut toujours espérer...

Quelles batailles allez vous mener ?

Au niveau territorial, on va se structurer, s'organiser, se présenter aux élections, marquer notre présence en intervenant notamment sur les questions écologiques. Au niveau régional, nous allons participer à une conférence environnementale en Nouvelle-Zélande, la gestion de l'environnement ne peut pas se faire qu'en Polynésie mais avec des partenaires. Au niveau national, nous allons avec les Verts de France utiliser l'Assemblée comme tribune pour avancer sur des sujets que la justice foncière, les institutions, l'absence de la proportionnelle aux municipales en Polynésie... Tout çà sont des moyens, mais la finalité reste la dignité humaine.

Comment vois tu les prochaines élections territoriales partielles ?

Aux Marquises rien ne va changer. Aux Iles sous le Vent, le Tahoeraa de Flosse va essayer de consolider sa majorité. Il va le faire « grâce » aux cyclones qui sont passés sur cet archipel. Flosse va utiliser la reconstruction comme outil de propagande, le nombre de bulletins correspondra au nombre de tôles ondulées fournies par le territoire. Aux dernières territoriales nous avions fait 5 %, on va essayer de se maintenir voire de progresser.

Propos recueillis par
Laurent Ziegler, décembre 1997

Nouvelles du monde

URUGUAY

Les nôtres : « El Cubano » un inconnu irremplaçable

Notre camarade Fernando Riestra est mort. Mort d'un cancer (autant le dire sans périphrase, pour échapper aux euphémismes et doubles langages de cette société capitaliste). Il avait à peine 29 ans. Orchestreur des bas-fonds, danseur, ouvrier des transports, syndicaliste, mi-chrétien mi-socialiste, el Cubano était militant du Parti socialiste des travailleurs (section uruguayenne de la IVe Internationale). Sa mère assure que jusqu'à ces derniers moments il parlait de nous tous. Une perte irréparable. Comme pour tout révolutionnaire.

L'information n'a pas eu droit à la moindre ligne ni dans les journaux, ni au journal télévisé. Normal. Il était inconnu. Cet événement malheureux nous appelle à renforcer notre engagement militant et, plus encore, à faire œuvre de mémoire tenace, pour empêcher que les classes dominantes et leurs serviteurs ne continuent de séquestrer l'expérience sociale des gens du peuple.

On dit que le dissident polonais Karol Modzelewski, quand on s'étonne de sa fidélité à ses engagements, répond simplement : *« C'est par loyauté vis-à-vis des inconnus »*. Car au-delà de l'adhésion aux grandes idées, il y a cette loyauté, ces fidélités moléculaires, ces liens infinis de mémoire et d'action.

Le capital à l'offensive trouve d'anciens combattants recyclés dans la raison d'Etat, englués dans l'institutionnel, séduits par les salons de la macropolitique, ou réfugiés dans l'individualisme du carriérisme. Il est alors plus nécessaire que jamais de restaurer la mémoire, socialiser les expériences risquées, intenses et multicolores de tous ces inconnus irremplaçables à l'image d'el Cubano.

Nous ne voulons pas non plus oublier Alejandro Pazmiño, l'Equatorien qui dormait entouré de tubes d'encres et de ronéos ; ni « Zezinho », un Brésilien gay et Pétiste de cœur ; ni le Chilien Yañez, un trotsko-sectaire, qui a vécu ses derniers jours en gardien d'un local syndical ; ni Sabino Estrada Guadalupe, indigène de l'Etat de Guerrero au Mexique, mort dans un « accident » de la circulation ; ni « Carlos », le Colombien, guérillero ou quelque chose dans le genre, assassiné au mois de mai l'an dernier ; ni Roberto Mac Lean, noir, Colombien, révolutionnaire, assassiné par des nervis paramilitaires à Barranquilla ; ni Felipe Vasquez, Bolivien, dirigeant mineur ; ni Dolores Rodríguez Noriega, plus connue sous le nom de « Lola », Mexicaine de Basse-Californie, qui n'a pas hésité à rejoindre, solidaire, le Nicaragua sandiniste.

A l'égard d'eux tous, nous avons une inéluctable dette de loyauté.

FRANCE

XIIIe congrès de la LCR

Du 29 janvier au 1er février 1998 s'est tenu, à Aubervilliers, le XIIIe congrès de la LCR en présence de 150 délégués et d'une cinquantaine d'observateurs français et étrangers et de journalistes. Pour la première fois, les médias ont largement rendu compte des travaux. D'abord par un intérêt envers l'éventuel changement de nom de l'organisation mais aussi parce que ce congrès se déroulait dans une période de mobilisations sociales au sein desquelles des militants de la Ligue ont pris une part active. Avec la nouvelle majorité de 70 % des voix, majorité issue du regroupement sur une plate-forme commune de l'ancienne majorité et d'une tendance minoritaire (tendance « unir construire » du dernier congrès, ce congrès est une étape importante dans l'histoire de la LCR. Il s'agit, pour elle, d'apparaître comme un outil utile non seulement dans les luttes mais aussi dans la construction d'un débouché politique à ces dernières, alors que la gauche au gouvernement se trouve prisonnière de son respect scrupuleux de l'orthodoxie libérale, du traité de Maastricht et du Pacte de stabilité budgétaire.

Imposer le changement en aidant au développement des mobilisations sociales les plus unitaires, tourner ces mobilisations vers la majorité élue grâce à un vote de rejet massif du libéralisme, exiger de cette dernière le respect des engagements souscris et s'efforcer de gagner dossier par dossier sur les revendications brûlantes du moment, travailler au rassemblement dans les luttes comme dans les élections d'une gauche dans la gauche, développer et ouvrir la Ligue au service de cette ambition politique : tels sont les objectifs que nous nous fixons.

Si, aujourd'hui, les militants de la LCR sont reconnus dans les mobilisations, la crédibilité politique de l'organisation reste faible, notamment sur le plan électoral. Une partie du mouvement social se politise et se radicalise sans pour autant se reconnaître dans les partis existants et, à gauche, personne ne vient polariser cette attente d'une nouvelle force politique. Une attente qui existe au sein des formations traditionnelles — comme le PS, le PCF, les Verts —, mais aussi dans le mouvement associatif ou syndical. La Ligue peut aider à accélérer les processus de clarification et de regroupement, à faire surgir à gauche un pôle unitaire et radical, anticapitaliste, féministe et écologiste.

Mais, pour cela, elle doit tenir compte qu'une partie importante des secteurs concernés ne se reconnaît pas dans le « communisme », surtout après la tragédie stalinienne. Répondre à leurs préoccupations, comme à celles des secteurs issus de la tradition communiste, à partir d'une aspiration commune « révolutionnaire » explique qu'une très grande majorité de la LCR ait souhaité changer de nom. Nul reniement dans cette volonté, mais la volonté de lever tous les obstacles à l'engagement militant dans une organisation révolutionnaire lucide sur les bouleversements de l'histoire.

La Ligue est prête à prendre ses responsabilités, elle entend peser sur tous les débats qui secouent la gauche. Active dans les mobilisations, elle fera tout pour aider à construire une gauche de combat, empêcher que l'attente née de la victoire électorale de juin dernier ne s'abîme une nouvelle fois dans la soumission à la loi des marchés, et ainsi aider à reconstruire l'espoir.

Notes de lecture

Thomas COUTROT
L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?
Editions La Découverte, 1998.

Cet ouvrage est une contribution essentielle à une théorie marxiste de l'exploitation. Il cherche en effet à répondre à la question de savoir comment les patrons réussissent à obtenir l'effort productif des salariés. T. Coutrot ne pense pas que les analyses marxistes classiques réussissent à intégrer toutes les dimensions de cette interrogation. Ainsi, le concept de « despotisme d'usine » employé par Marx ne suffit pas selon lui à rendre compte des formes modernes de coopération. De la même façon, l'analyse que fait Braverman d'une déqualification tendancielle de la force de travail lui semble trop unilatérale. Dans son projet de reconstruire une nouvelle grille de lecture, T. Coutrot est par ailleurs stimulé par les enseignements du riche matériel empirique dont il dispose, et qui vont à l'encontre de bon nombre d'idées reçues.

Cette double insatisfaction le conduit alors à opérer un large détour de production théorique, avant de proposer une synthèse originale. Celle-ci mobilise notamment les travaux du sociologue marxiste Burawoy, la théorie de l'agir communicationnel d'Habermas, et enfin l'approche marxisto-régulationniste de Dockès et Rosier. Le premier produit de cette refonte théorique est une typologie des *« régimes de mobilisation de la force de travail »* successifs. Les transformations du capitalisme font apparaître, en simplifiant, trois grandes phases. Au départ, le capitalisme commence par soumettre à sa logique des formes de mobilisation traditionnelles (la famille et la corporation) qui correspondent respectivement aux régimes « paternaliste » et « professionnel ». Puis, c'est l'ère du capitalisme pur, avec son régime « libéral ». Le capitalisme du troisième âge est quant à lui associé au régime « fordiste ». Il ne s'agit pas seulement de catégories descriptives, car T. Coutrot prend bien soin de montrer comment ces différents régimes se succèdent, se combinent, en fonction des transformations concrètes du capitalisme, qu'il s'agisse des formes de la concurrence, des innovations technologiques ou des conflits sociaux.

Concernant la phase actuelle du capitalisme, les deux principales propositions sont les suivantes. En premier lieu, le régime « toyotiste » existe mais n'a pas réussi, contrairement à un point de vue encore largement répandu, à se diffuser largement et à représenter une perspective de dépassement du modèle taylorien-fordiste en crise. Au contraire, et c'est sans doute la thèse centrale du livre, on assiste à l'émergence d'un régime néo-libéral, qui associe la carotte et le bâton, l'implication au travail et la peur du chômage. Ce modèle tend, au-delà des spécificités nationales, à s'étendre un peu partout, parce qu'il est porté par la mondialisation financière. Il ne représente pas pour autant une issue progressiste à la crise de l'emploi. C'est donc la résistance aux effets très régressifs de ce modèle de travail, et un regain de la conflictualité sociale qui peuvent esquisser les contours d'une alternative. Dans sa dernière partie, T. Coutrot oppose très clairement un projet de coopération généralisée (le socialisme démocratique) à la contre-utopie capitaliste de la *« coopération forcée »*.

Maxime Durand

Jean-François VIEL,
***La santé publique atomisée*, radioactivité et leucémies : les leçons de la Hague,**
Editions La Découverte, 1998.

Jean-François Viel, professeur de santé publique à la faculté de médecine de Besançon, vient de publier un livre qui est, tout d'abord, celui d'une « affaire » dont la France nucléocrate a le secret, et dont il a été lui-même la vicitme. Epidémiologiste, il avait relevé un taux anormalement élevé de leucémies survenues chez les enfants vivant aux alentours de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague, dans la presqu'île du Cotentin. En janvier 1997, il publie les résultats de son enquête dans une importante revue médicale britannique. Les questions qu'il traite, sur les effets possibles des radiations à faibles doses, ne sont pas nouvelles et convergent avec celles déjà soulevées par de précédentes études réalisées sur d'autres sites nucléaires, en Grande-Bretagne. Pourtant, en France, le docteur Viel se voit immédiatement soumis à de très violentes attaques en provenance de la Cogema, qui gère l'usine de La Hague, mais aussi des milieux médicaux institutionnels. Le pouvoir nucléaire français révèle une fois encore son caractère autocratique.

Dans son livre, l'auteur retrace les différentes étapes de cette affaire. Il éclaire ce faisant bien des questions de fond telles que les menaces sur la santé publique que peut faire courrir l'industrie nucléaire et les risques environnementaux, ou le rapport entre décision politique et expertise scientifique en cas de « doutes sérieux », mais en l'absence de certitudes. Jean-François Viel verse ainsi une pièce importante à un débat de société aujourd'hui essentiel.

Pierre Rousset